



uOttawa

École supérieure d'affaires  
publiques et internationales

Graduate School of Public  
and International Affairs

Levon Petrosyan

*(Mémoire de fin d'études)*

**La Russie et le monde islamique :  
le contexte culturel, les alliances politiques  
et les guerres géopolitiques**

Directeur du mémoire : Paul Robinson

- le 21 mars, 2018-

## Table des matières

<b>Préambule</b> .....	3
Résumé.....	3
Revue de la littérature.....	3
La problématique et le problème de la recherche.....	5
La méthodologie de la recherche.....	6
<b>Partie 1. Le contexte socio-religieux du monde russe et musulman.....</b>	<b>7</b>
1.1. L'orthodoxie russe et l'exceptionnisme culturel : sobornost, symphonia and caesaropapisme...7	
1.2. L'islam et le monde islamique : identité, religiosité, anti-modernité.....	12
1.3. L'islam en Russie : les enjeux géopolitiques de la Tchétchénie.....	19
<b>Partie 2. La vision géopolitique de la Russie and les géostratégies du monde islamique.....</b>	<b>24</b>
2.1. Le monde dans l'optique russe: néo-impérialisme, néo-eurasisme, multipolarisme.....	24
2.2. Le monde arabe entre la Russie et l'Occident : les intérêts et les conflits.....	27
2.3. La Russie, l'Iran and la Turquie : ami chez les ennemis, ennemi chez les amis.....	32
<b>Partie 3. Le radicalisme islamique et les guerres géopolitiques de la Russie.....</b>	<b>38</b>
3.1. Le radicalisme islamique : l'idéologie, les organisations, les stratégies.....	38
3.2. L'exportation de la démocratie occidentale : les révolutions de couleur et printemps arabes	43
3.3. L'Empire contre-attaque: le conflit géorgien, la crise ukrainienne et l'intervention en Syrie	47
Conclusion.....	52
Bibliographie.....	54

# **Préambule**

## **Résumé**

Ce mémoire propose une analyse de la plateforme sociopolitique de la Russie et des sociétés islamiques et étudie leurs relations sur le fond des convergences et divergences culturelles et politiques avec l'Occident. Le travail offre une lecture des aspects socioreligieux comme point d'ancrage pour comprendre les principes éthiques qui sont à la base du système politique et qui forment la vision géopolitique de la Russie et des états de la tradition islamique. L'analyse des relations stratégiques de ces aires civilisationnelles se continue à travers d'étude de leurs priorités politiques et des ambitions géopolitiques. Pour bien saisir le fond de la contradiction que la Russie et les sociétés islamiques ont avec l'Occident, cette recherche examine les évènements récents ayant une grande importance sur la scène internationale : le conflit géorgien, la crise ukrainienne le Printemps arabe, la guerre syrienne, etc. En tout, le travail est une tentative de dessiner les grands traits de collaboration et de l'alliance plausible entre la Russie et des sociétés islamiques contre les normes politiques de la modernité occidentale.

## **Revue de la littérature**

La littérature traitant différents aspects de la politique étrangère (Donaldson&Nogee, 2014; Gvosdev&Marsh, 2016; Tsigankov, 2016) ou de la vision géopolitique (Mankoff, 2012; Monagan, 2016; Blum, 2008) de la Russie moderne est abondante. Cependant, la crise géorgienne, le conflit ukrainien et surtout la guerre en Syrie ont consolidé la tendance d'identifier le président V. Poutine à la Russie même. Pour mieux comprendre les démarches politiques, la vision géopolitique ou encore les guerres russes, un bon nombre de spécialistes se sont mis à analyser la silhouette extérieure de ce pays et étudier les données biographiques du

président russe ce qui est devenue une branche dans les études de la Russie moderne - la putinologie (Judah, 2013; Myers, 2015; McNabb, 2015). Selon nous, cette approche de décrire la façade de la Russie n'est pas académiquement très gratifiante, et le piège dans lequel l'érudit ou l'expert peut tomber est lié à la création d'une Russie imaginaire, différente de ce qui est en sa réalité interne et mesurée par les instruments de la pensée critique propre à l'intellectualisme occidental. Cette question a été déjà présentée par différents spécialistes des études postcoloniales (Said, 1978; Spivak, 1999; Bhabha, 2004) comme une approche eurocentrique ou néocoloniale qui écrase les nuances culturelles de l'Autre, et particulièrement de l'Est, en vue de présenter une conceptualisation tendancieuse sur les critères de l'éthique de la modernité occidentale. C'est cette contradiction entre la Russie imaginaire et la Russie réelle qui motive un petit groupe de spécialistes de creuser le terrain identitaire de ce pays Russie, d'étudier les aspects civilisationnels et de proposer des analyses des concepts et s phénomènes liés à son identité.

Dans cette perspective c'est surtout l'érudition académique d'A. Tsigankov qui nous a semblée intéressante pour notre recherche. Ses livres (*Russophobia: Anti-Russian Lobby and American Foreign Policy*, *Russia's foreign policy: change and continuity in national identity*, *The strong state in Russia: development and crisis*) et ses articles ("Crafting State-Civilization: Vladimir Putin's Turn to Distinct Values", "National ideology and IR theory: Three incarnations of the 'Russian idea'", "Self and Other in International Relations Theory: Learning from Russian Civilizational Debates") sur différents caractères culturels, sur les aspects idéologiques ou encore sur les approches théorétiques de la politique étrangère de la Russie ont beaucoup apporté au domaine d'études de la Russie moderne.

De même manière, dans le domaine d'études politiques sur le Moyen-Orient il y a un manque d'études sur les aspects culturels des sociétés islamiques qui ont une éthique et des principes sociopolitiques particuliers. Certes, il y a pas mal de livres écrits sur différents phénomènes dans ces sociétés, comme la place de la laïcité (Göle, 2015; Esposito, 2000), la relation avec la modernité (Sajoo, 2008; Tibi, 2009), le djihadisme (Maher, 2016; Brachman, 2009), l'islam politique (Akbarzadeh, 2012 ; Volpi, 2011) ou encore la confrontation avec l'Occident (Geaves, 2004; Daniel, 2009), mais selon nous les particularités de certains concepts (temps, honneur, etc.) propre aux sociétés islamiques et leur rôle dans le contexte géopolitique restent loin d'être explorées.

Mais la plus grande lacune dans les études des relations internationales reste le manque des études de la géopolitique comparée de la Russie et des pays islamiques. Un tel champ interdisciplinaire s'élevant de l'étude comparative de la base culturelle vers l'étude des cas permettrait de mieux comprendre leurs convergences et divergences sociopolitiques. Ici nous nous référons à l'article d'A. Tsygankov ("La Russie et le Moyen-Orient : entre Islamisme et Occidentalisme", 2013) qui juxtapose la culture politique de ces deux sociétés traditionnelles pour comprendre davantage leurs relations réciproques. Notre travail va donc dans cette direction.

### **La problématique et le problème de la recherche**

Après avoir mentionné le manque des études comparatives du monde russe et des sociétés islamiques, définissons maintenant la problématique de notre recherche, c'est-à-dire le champ que nous allons explorer, et le problème de la recherche, c'est-à-dire la question sur laquelle nous nous focaliserons en particulier. Le champ de la problématique de notre mémoire sera la

plateforme socioculturelle qui forme les fondements de la contradiction de ces aires civilisationnelles avec l'Occident. En ce qui concerne le problème de la recherche, il se formule par une question fondamentale : Comment ces divergences du système social et culturel de la Russie et des sociétés islamiques réfléchissent sur le contexte des événements géopolitiques actuels ? Le mémoire défend l'idée que la politique normative des pays occidentaux basés sur les valeurs sociales et sur les normes de l'éthique politique des pays occidentaux n'apporte pas des résultats voulus. Au contraire, elle provoque une confrontation avec ces sociétés traditionnelles et les incite à créer des alliances politiques contre l'interventionnisme occidental.

### **La méthodologie de la recherche**

Comment nous allons aborder le problème de la recherche et quelles méthodes nous allons utiliser pour répondre à cette question ? Notre approche méthodologique ne sera pas déductive ou descendante (*top down*), c'est-à-dire partant des conclusions faites sur l'observation générale des événements géopolitiques, mais plutôt inductive ou ascendante (*bottom up*), c'est-à-dire comme un processus analytique, notre mémoire examinera les données de base pour en tirer des conclusions sur les événements géopolitiques liés à la Russie ou aux pays importants du monde islamique. Le travail sera composé de trois parties et chaque partie sera consacrée à un aspect particulier du problème de la recherche.

Premièrement, nous allons étudier le contexte socioculturel de la Russie et de l'islam. Dans ce volet, nous procéderons à l'étude de la définition et de l'analyse profonde des codes sociaux et des concepts religieux propres à ces aires civilisationnelles. Cette partie de la recherche vise à dégager une compréhension de certaines dimensions théologiques. Dans un deuxième temps, nous proposerons une étude de la vision géopolitique de la Russie and les géostratégies des pays

influent du monde islamique, comme les états arabes du Golfe, l'Iran, la Turquie, etc. À cette fin, nous étudierons leurs grands traits politiques, leurs relations réciproques, leurs alliés et leurs adversaires. Finalement, nous consacrerons la dernière partie de notre mémoire à l'analyse du radicalisme islamique et les guerres géopolitiques de la Russie. Notre regard sera fixé d'un côté sur les organisations terroristes combattant la modernité occidentale et, de l'autre côté, les guerres géopolitiques de la Russie qui ont préparé le terrain pour son entrée sur la scène syrienne en vue de combattre ses deux adversaires idéologiques: le terrorisme djihadiste et l'interventionnisme occidental.

## **1. Le contexte socioreligieux du monde russe et musulman**

### *1.1.L'orthodoxie russe et l'exceptionisme culturel : sobornost, symphonia and caesaropapisme*

Définir l'Orthodoxie comme une branche du christianisme c'est définir un terme commun qui englobe des phénomènes socioreligieux propres aux différentes églises orthodoxes remontant d'une culture d'origine, c'est-à-dire de la culture byzantine. Les théologiens orthodoxes évitent de donner une définition nette ce qui est l'orthodoxie et ils définissent seulement ses quelques aspects : une tradition religieuse tournée vers le passé (Meyendorf, 1996), ancrée dans la Tradition (Ware, 1993), ayant une vénération particulière des Pères de l'Église (Evdokimov, 2011) ou encore ayant un sens communautaire développé (Khomiakov, 1968). Selon nous, le plus grand caractère de l'orthodoxie reste la forte identité nationale qu'elle incarne dans telle ou telle nation. En général, dans l'orthodoxie la distinction des communautés religieuses se fait non pas selon le critère géographique ce qui est une approche évangélique (e.g. Église de Corinthe, Église d'Ephèse) reprise par l'Église catholique (e.g. Église de France) et les églises protestantes (e.g. Église d'Angleterre), mais selon les nations (e.g. Église russe, Église roumaine, etc). La

forte identité nationale crée chez les peuples orthodoxes un repli dans son espace national et se limite dans un groupe ethnolinguistique<sup>1</sup>. Selon nous, cette forte conscience d'appartenance à un groupe ethnique et le caractère folklorique de la culture religieuse constitue une différence majeure entre les églises orthodoxes et les églises de traditions occidentales.

Pour l'orthodoxie russe l'espace national est à un tel point spiritualisé qu'il s'identifie à la sacralité de l'Église russe même, d'où vient le concept de la Sainte Russie (*Svyataya Rus'*). Ce caractère est hérité de l'Empire byzantin où son territoire était considéré comme le Royaume de Dieu sur terre (Ware, 1993). C'est dans cet esprit que l'Église byzantine avait pris le nom Œcuménique, c'est-à-dire ayant un pouvoir spirituel sur l'espace habité par les croyants de foi droite (orthodoxe) et correspondant à tout territoire soumis à l'autorité impériale. Et comme dans l'Église il ne doit pas exister des courants hétérodoxes ou schismatiques, ainsi dans cet espace national identifié à l'Église même, il ne devrait avoir aucune autre forme d'adoration de Dieu qui se distinguerait de la manière orthodoxe, c'est-à-dire de la voie officielle (Roudometof, 2014)<sup>2</sup>.

L'étude de la théologie orthodoxe se révèle ici intéressante dans la mesure où elle produit une anthropologie de type orthodoxe susceptible de structurer une société idéologiquement monolithique, une mentalité uniforme de la population et une vision exclusiviste de l'état. Pour l'orthodoxie, la révélation trinitaire constitue le fondement de toute anthropologie chrétienne. L'anthropologie est avant tout trinitaire dans le sens où elle découle de la perception du mystère trinitaire. La Sainte Trinité est perçue au travers de la distinction entre les deux termes théologiques importants - *ousia* (essence) et *hypostasis* (personne): Trois personnes divines consubstantielles et une seule nature ou essence de Dieu. De même qu'il y a un Dieu Unique en Trois Personnes, de même il y a une société-Église unique en une multitude de personnes. Cette

---

<sup>1</sup> Même si le phylétisme (ou l'ethno-phylétisme) est définie comme une déviation hérétique poursuivant la diabolisation de l'idéologie dans le monde laïque religieux et le système politique de la Russie de ce point de vue à toute voix contredisant la doctrine officielle ou la parole orthodoxe.

réalité trinitaire et ecclésiologique est donc transposée à la réalité humaine : l'humanité qui est éclatée en une multitude de personnes à l'unicité irréductible, et en même temps, elle connaît une unité ontologique. L'Homme est aussi indéterminé et indistinct comme Dieu Lui-même Il en est en son mystère trinitaire (Clément, 2012).

Suivant l'idée répandue dans la philosophie orthodoxe que le modèle de la Sainte Trinité constitue le programme social des sociétés orthodoxes (Ware, 1993), la théologie orthodoxe nie toute possibilité d'objectivation de la personne qui n'est perceptible qu'au travers d'une unité de l'église ou de la société. Lorsque l'homme cesse de s'approprier, il en découvre l'unité en Christ, c'est-à-dire l'unité ontologique de tous les hommes. Ainsi, à l'image de deux natures du Christ et celle des Personnes de la Sainte Trinité, les hommes formant la société (russe) deviennent consubstantiels. Dans cette condition, la conscience personnelle aboutit à sa dissolution totale dans la vie communautaire. L'homme juste renonce à exister pour soi-même et il n'a conscience de lui-même qu'au travers du sentiment de l'appartenance communautaire (Clément, 2012)<sup>3</sup>.

La pensée russe a beaucoup insisté sur le caractère intégral et surindividuel de cette conscience communautaire d'où découle une sotériologie particulière : le salut assumant le social. C'est dans cette dimension sotériologique que se forme la notion fondamentale de l'orthodoxie : le *sobornost* (conciliarité, collégialité), c'est-à-dire l'idée que le salut universel est conciliaire<sup>4</sup>. Il n'est ni simplement individuel ni simplement collectif. L'homme ne se sauve pas seul, mais avec les autres et à l'aide des autres. Cette idée est également défendue par les théologiens orthodoxes modernes (Clement, 1993; Ware, 2000; H. Alfeyev, 2002).

---

<sup>3</sup> Dans son étude consacrée à cette unité ontologique, le théologien russe A. Khomyakov écrit : "We know that when any one of us falls, he falls alone; but no one is saved alone. He who is saved is saved in the Church, as a member of her, and in unity with all her other members (Khomiakov, 1968, 38).

<sup>4</sup> Le théologien russe S. Bulgakov explique ce terme comme une fusion du "Moi" dans une unité de "Nous" (Bulgakov, 1988, 66).

Contrairement au catholicisme et au protestantisme dont la différenciation est doctrinale, l'orthodoxie se définit, par rapport aux autres confessions chrétiennes, moins par sa doctrine que par son rite. En général, pour un chrétien oriental et en particulier pour un fidèle orthodoxe, la notion du rite a une signification théologique beaucoup plus importante que pour un chrétien occidental. Ce qui caractérise plus un chrétien orthodoxe, c'est sa foi plutôt sentie que intellectualisée, sa connaissance religieuse plus intuitive que spéculative, et sa vie spirituelle consommée dans la liturgie qui, étant un acte communautaire par excellence se prononce dans la langue de ses ancêtres. Cela crée un sentiment ambigu dans la société russe qui vit, d'un côté, par l'idéal de forte valorisation du passé glorieuse de la Sainte Russie et, de l'autre côté, par la phobie pour l'avenir incertain<sup>5</sup>.

Selon la pensée orthodoxe, la cohabitation de la religion et de l'état représente la figure du Christ étant à la fois prêtre et roi. Par cela, l'autocratie n'est pas vue comme une forme politique, mais un pouvoir sacré qui émane de l'Église-société et qui défend cette Église-société (Hussey, 2010)<sup>6</sup>. C'est ainsi que les spécialistes caractérisent cette relation étroite entre l'Église et l'état russe par le terme de *césaropapisme*. C'est un modèle politique hérité de Byzance qui se manifeste par la subordination de l'Église au pouvoir impérial : l'état reconnaît les lois ecclésiastiques et, en échange, l'Église se met sous son autorité (Boulgakov, 1988).

Cette instrumentalisation de l'Église par l'état poursuit un objectif clair : l'établissement d'une société universelle, administrée par l'empereur à travers d'une hiérarchie verticale dans le

---

<sup>5</sup> Défendre la patrie c'est donc défendre l'honneur des ancêtres et défendre la communauté (liturgique) qui réunit tous les Russes de toutes les générations qui ont existées sur la Terre. C'est également une référence à un Âge d'Or où la morale et la foi des fidèles étaient plus pures. Cet aspect revivaliste de l'orthodoxie trouve son équivalent à la notion de l'Âge d'Or dans l'islam, c'est-à-dire, la période du califat bien-guidés (*rashidun*). Ceci dit que la porte des spéculations théologiques (ou la porte de la pensée critique) est aussi fermée dans l'orthodoxie que la porte d'*ijtihad* (effort de réflexion) dans l'islam orthodoxe (Sharp, 2012).

<sup>6</sup> Curieusement, sur cette question il y a deux approches antagonistes : si dans les monastères orthodoxes, les moines voient une séparation stricte entre le pouvoir d'ici-bas et celui de l'au-delà, chez les administrateurs de l'Église russe au Patriarcat de Moscou, il y a une sympathie bien prononcée vis-à-vis du pouvoir politique et de la personne du président russe.

système de gouvernance<sup>7</sup>. Cette relation de l'état et de l'Église se définit alors par un autre terme appelé *symphonia* (harmonie), c'est-à-dire leur complémentarité dans une relation harmonieuse et de respect mutuel. La nature harmonique de cette relation trouve donc un modèle théologique, ou plutôt christologique, dans l'image de l'Incarnation : l'union hypostatique de la nature humaine et de la nature divine dans une interaction parfaite (*Communicatio idiomatum*) (Meyendorff, 2010).

La Russie a hérité cette tradition remontant de l'Empire romain où les citoyens qui se séparaient du culte officiel étaient exclus de la société ou condamnés aux différentes punitions<sup>8</sup>. Par-là, l'orthodoxie devient un ferment de consolidation sociale et de l'unité politique (Papkova, 2011). Comme nous avons déjà noté, il émane de la théologie orthodoxe une logique communautaire illustrée par la sotériologie conciliaire et le non-personnalisme de l'individu. Si selon les églises catholiques et les protestants le salut de l'âme est un acte purement personnel et individuel, alors dans l'orthodoxie il reçoit une dimension plus universelle. Le salut sera réalisé dans une seule communauté ou dans un espace politique donné (Ware, 1996).

Les bases spirituelles du concept d'État-nation se différencient ainsi de la pensée occidentale. Si le catholicisme ou le protestantisme insiste sur l'universalité en donnant la priorité à la diffusion du message du salut à l'échelle du globe, l'orthodoxie souligne fortement la vérité, la juste cause et elle renvoie à un schéma beaucoup plus intérieur et identitaire. Chez les orthodoxes c'est l'ancrage de la foi au plus profond d'un pays, d'une nation, dans ses batailles, ses héros, ses saints, sa légende tribale ou nationale qui définit sa grandeur.

---

<sup>7</sup> Dans la littérature patristique cette sacralisation de la hiérarchie est présente chez (Pseudo) Denys l'Aréopagite, Maxime le Confesseur et Nicolas Cabasilas dont les œuvres avaient une large circulation en Russie. Il faut noter que la sacralisation et la théorisation du pouvoir laïque poursuivait l'objectif d'assurer sa continuité et son omniprésence dans la société (Purpura, 2017).

<sup>8</sup> Aux yeux de l'autorité impériale, le principal crime de leurs sujets (juifs, chrétiens ou autres) n'était pas dans le fait qu'ils ont une croyance différente, mais le refus de participer au culte officiel de l'Empire (ou au culte impériale) ce qui était considéré comme un acte de trahison condamnable même à la peine de mort (Saulnier, 1984).

### *1.2.L'islam et le monde islamique : identité, religiosité, anti-modernité*

Que l'islam soit défini comme une religion (Lewis&Churchill, 2008), une civilisation (Huntington, 1996) ou un phénomène (Said, 1978) le problème de sa conceptualisation reste toujours d'actualité. Les spécialistes occidentaux motivés par leur curiosité intellectuelle ou par les intérêts coloniaux ont essayé de catégoriser et classer les religions, sur le modèle du christianisme. Ainsi, il y a une grande différence entre l'image de l'islam créée par les occidentaux à travers de l'observation de l'extérieure et la réalité islamique telle qu'elle est vécue à l'intérieure de la société musulmane. À cause de cette idée fausse que l'islam est une "religion" et non pas un phénomène culturel, il y a un besoin épistémologique de reconceptualiser l'islam et le réinterpréter tel qu'il est.

En effet, l'islam il est une condition et mode de vie culturelle ramifiée dans différentes sociétés, et il n'est jamais un mouvement philosophique ou une religion institutionnalisée (Ahmed, 2015). Il est une construction mentale méta-nationale et un terme général pour désigner un phénomène civilisationnel embrassant les aspects religieux, sociaux et culturels. Avec les conquêtes arabes, l'islam a été adopté par les peuples de cultures non-sémitiques ce qui a changé profondément leurs sociétés et a créé un sens d'appartenance à une communauté universelle des croyants (*Ummah*). Enraciné dans la langue et dans la culture arabe, les trois sources de la foi islamique : la personne du prophète Muhammad, le Coran et le Kaaba sont devenues les forces centripètes de cette communauté virtuelle ressourçant, revitalisant et réunissant en permanence plusieurs cultures hétérogènes du monde islamique (Turner, 2006).

Malgré que l'aspect religieux prévale sur les aspects sociaux et culturels, le qualificatif islamique se rapporte indistinctement à tous ces trois éléments. Ainsi, toute la production des choses matérielle et immatérielles dans les sociétés musulmanes est étiquetée sous le terme

“islamique”. Et comme il n’y a pas de distinction entre les éléments religieux, sociaux et culturels dans l’islam, il n’y a non plus une division entre les deux sphères de l’activité humaine : religieuse et séculaire (Ghobadzadeh, 2015). Et si dans les sociétés de tradition chrétienne, en dehors de l’influence de l’Église, il y a un espace séculaire, à l’extérieur de l’*Ummah* il n’y a pas d’espace non-islamique. C’est donc pourquoi après les guerres de Religion et la révolution industrielle, pour les nations européennes il était beaucoup plus facile de distinguer l’espace profane de l’espace religieux et de séparer la culture laïque et la tradition religieuse (Ahmed, 2015).

Il y avait une culture profane avant et après la christianisation de l’Europe. Les sociétés européennes l’ont redécouverte et fortifiée avec la désacralisation de l’espace public, d’une manière graduelle, avec différents mouvements sociaux, mais sans grandes vagues de violence. Les sociétés musulmanes n’ont pas pu se distancer de la religiosité, parce que la culture religieuse est à la base de la cohésion sociale (Asad, 2013). Par conséquent, si dans les démocraties occidentales, les individus qui n’ont pas d’affinité pour la religion peuvent se tenir en dehors de l’influence de l’Église et s’épanouir personnellement et professionnellement dans l’espace public laïque, dans les sociétés musulmanes les gens qui n’ont pas la foi ne peuvent pas quitter la zone d’influence sociale de la religion et vivre dans un espace public neutre dans une atmosphère de tolérance, parce que dans les sociétés islamiques il n’y a pas un tel espace areligieux (Göle, 2015).

Après avoir démontré que c’est la spatialité séculaire qui est la base de la modernité occidentale, analysons maintenant les relations entre la modernité et l’islam. Il faut reconnaître que chaque culture ou tradition a sa conception du temps ou sa propre horloge interne, et la relation entre la modernité et l’islam est directement liée à la notion du temps dans cette civilisation. Si selon la

compréhension moderne occidentale le temps, c'est de l'argent, un changement progressif vers un progrès des choses, un mouvement dynamique que l'homme remplit du sens et s'approprie, dans la conception islamique le temps ne caractérise pas un progrès, mais une condition statique appartenant à Dieu. En Dieu tout est sans évolution et changement, et tous ceux qui vivent en Dieu demeurent dans un état atemporel et interchangeable (Goodman, 1992). Cette vision théocentrique du temps est en pleine opposition à la pensée occidentale anthropocentrique du temps (Böwering, 1997).

Et si l'islam a sa propre conception du temps (*al-zaman*), comment les sociétés islamiques conçoivent la modernité ? Le siècle des Lumières au 18<sup>e</sup> s., l'industrialisation au 19<sup>e</sup> s. et les changements socio-économiques intenses dans les sociétés occidentales au 20<sup>e</sup> s. ont créé une grande tension entre le droit islamique et l'éthique moderne (Gebara, 2017). Depuis des siècles, le monde islamique vive selon l'éthique qui émane de la loi islamique (*shariah*), ayant de grandes affinités avec l'éthique du monde ancien (Miller, 2013), quand le but ultime de la vie morale d'un membre de la société était son bonheur individuel qu'on acquiert par une vie vertueuse (*éthique des vertus* ou *éthique aristotélicienne*). Dans la modernité occidentale, au contraire, l'éthique vise premièrement les intérêts de la société animée par l'idée de la contrainte déontologique (*éthique du devoir* ou *éthique kantienne*). Dans les sociétés musulmanes l'individu cherche plutôt l'aspect surnaturel des choses et sa vie est orientée vers sa famille, dans le monde occidental, l'individu est plutôt concentré sur sa réussite professionnelle dans la cohésion sociale et il est guidé par les valeurs comme la santé, la justice, la beauté (Ramadan, 2015). La vie conservatrice des sociétés islamiques s'oppose alors à la vie d'action de la modernité occidentale. Dans ce sens, la modernité n'est pas uniquement une ère, mais une nouvelle éthique,

une manière de penser basée le doute méthodique ce qui confronte à l'esprit absolutiste de la loi islamique (Masud&Salvatore, 2009).

Certainement, durant l'Âge d'Or islamique (8<sup>e</sup>-13<sup>e</sup> s.) les intellectuels musulmans étaient les plus grands penseurs de leur temps et ils ont beaucoup avancé la science et la connaissance. Cependant, avec toutes leurs découvertes et inventions, la pensée critique scientifique n'est pas entrée dans la profondeur des sociétés islamiques comme cela est le cas en Occident. Même la théologie libérale des mutazilites et la philosophie des soufis n'ont pas pu provoquer une évolution théologique ou des reformes religieux dans l'islam (Martin&Woodward, 1997). Beaucoup d'idées modernes et libérales ont été implémentées dans différentes sphères d'activités humaines durant la période des califats fatimide et abbaside, dans les empires ottoman et moghol, pourtant le rationalisme et le libéralisme ont cédé leur place au traditionalisme et le conservatisme dans les sociétés islamiques (Abrahamov, 1998). Même si la croissance civilisationnelle de l'Occident est survenue bien plus tard que l'Âge d'Or islamique, et la modernité avait une signification locale, celle-ci est devenue la force guidant du monde (Duchesne, 2011).

Pourquoi les masses populaires ne partagent pas le même enthousiasme des philosophes musulmanes et les spécialistes de l'islam pour apporter des vrais changements dans les sociétés islamiques ? Tout d'abord, les sociétés musulmanes étaient et elles sont encore des sociétés patriarcales et conservatrices basées sur le parrainage et le patronage. Tout ce qui vient d'en dehors de la tradition islamique est vu comme un danger potentiel, car il risquerait de déstabiliser la vie sociale. Parmi la population musulmane il y a une perception que le rationalisme aurait supprimé la sacralité émanant de la loi islamique, particulièrement concernant les questions liées au statut de la femme et à l'institution familiale (Haddad, 2004). L'islam dégage une vision

dichotomique des choses par une très claire distinction entre ce qui est permis (*halal*) et ce qui est interdit (*haram*), ce qui est sacré et ce qui est profane (Al-Qaradawi, 1999). Cette approche remonte de la base de la loi islamique, le Coran et la Sunna, et cela non seulement réduit l'interprétation multidimensionnelle de la révélation, mais crée un mécanisme permanent d'autocorrection pour revenir à l'orthodoxie de la doctrine (Schmidtke, 2014).

Paradoxalement, avec une voie non-institutionnelle de la distribution de la foi et une auto-organisation ascendante, les sociétés islamiques avaient plus de chances de créer une démocratie libérale que les sociétés occidentales. Ces dernières-ci se trouvaient alors sous le pouvoir oppressif et dogmatique de l'Église avec son administration et sa gestion descendante, avec des autorités ecclésiastiques variées, comme les saints, les hiérarques ou encore les assembles des hiérarques (*councils*) qui ont synthétisé et systématisé la foi chrétienne. Et c'est exactement pour cet esprit dogmatique et le style autoritaire que les communautés protestantes et la société civile nouvellement formée ont détrôné l'Église de son pouvoir hégémonique en fondant un nouvel ordre socio-politique : la modernité (Gillespie, 2008). Les sociétés islamiques n'ont pas connu un tel développement ou un tel détronement pour construire une société libre de la théologie. Tout simplement il n'y avait ni un trône ni une institution à détrôner. L'islam s'est formé dans la culture courante, dans le quotidien du peuple, dans le mode de vie des gens et c'est impossible d'isoler l'élément religieux dans la vie sociale (Rahman, 1984).

Dans la seconde partie du 19<sup>e</sup> s., dans une époque où sous l'influence des mouvements revivalistes (*salafisme, wahhabisme*) les sociétés islamiques dans l'Arabie devenaient hostiles à la modernité occidentale, nombreux penseurs et philosophes issus de la périphérie du monde islamique ont promu l'idée que les sociétés islamiques devraient aussi traverser par leur siècle de Lumière et rattraper la modernité occidentale. Ainsi, soutenus par les universitaires et diplomates

européens, Sayyid Jamāl al-Dīn al-Afghānī (Afghanistan), Mirza Malkam Khan (Iran), Syed Ahmad bin Muttaqi Khan (Inde) et Shaykh Muhammad Abduh (Égypte) ont proposé d’embrasser les idées libérales et d’adopter les valeurs démocratiques. Ils ont essayé d’entreprendre une réorientation intellectuelle des sociétés islamiques à travers des réformes éducationnelles. Cependant, ils n’ont pas eu une grande réussite et leurs efforts ont eu un succès temporaire au niveau local. L’absence de la confiance de la population musulmane envers les autorités coloniales et envers les valeurs libérales de la modernité a causé l’échec de ce mouvement réformiste (Knysh, 2017).

La seule société musulmane qui a été largement influencée par la modernité occidentale et s’est transformée radicalement dans toutes les sphères de la vie sociale était l’Empire ottoman. Sa modernisation est unique dans l’histoire des sociétés islamiques. Quelle est la vraie raison de ce succès ? Pour répondre à cette question il faut prendre en considération quelques importants facteurs. Surement, la proximité géographique avec les pays européens, la montée du nationalisme turc, l’apparition de l’intelligentsia active, les guerres sans succès avec les Russes et les pertes territoriales ont créé chez les gouverneurs ottomans la volonté de moderniser ou d’occidentaliser l’empire (Feroz, 1993). Les germes de la modernité ont été d’abord plantés par la séparation graduelle de la religion et de la vie séculaire, ensuite les dirigeants ottomans ont introduit le système des communautés religieuses légalement protégées (*millet*). La dernière réforme dans la sécularisation de la société a été entreprise par Mustafa Kemal (Atatürk), le fondateur de la Turquie moderne<sup>9</sup>. À la différence des pays arabes qui sont restés socialement et politiquement ancrés dans l’islam, la Turquie a adopté une voie politique différente ce qui l’a sauvé du danger de produire sa propre marque de l’islamisme radical. Le fondateur de l’état turc

---

<sup>9</sup> Il faut toutefois noter que le sécularisme en Turquie reste assez fragile à cause du grand rôle que la force militaire turque joue dans la société: d’un côté elle supporte le sécularisme, mais de l’autre côté elle empêche le plus grand développement démocratique du pays (Axiarlis&Piscatori, 2014).

a opté pour l'idéologie laïque qui a ouvert une grande porte de la démocratisation et de la libéralisation de la société turque (Meeker, 2002)<sup>10</sup>.

Après l'étude de la place et du rôle du sécularisme et après la présentation des raisons pour lesquelles les sociétés islamiques sont réticentes à accepter la modernité, analysons maintenant les deux grandes forces antagonistes dans les sociétés islamiques qui ont façonné son espace socio-politique : la modernité politique et l'islamisme politique. La modernité politique a été implantée dans les sociétés islamiques dans l'ère postcoloniale, au temps où les autorités politiques et militaires des pays musulmans jadis colonisés par les européens ont essayé de moderniser les sociétés islamiques par l'idéologie nationaliste (Halliday&Alavi 1988). Soutenue par les pouvoirs occidentaux, les dirigeants des états musulmans ont voulu chasser la religiosité de l'espace public, créer artificiellement un espace séculaire dans les sociétés islamiques et copier-coller une administration de type occidental. À son opposition, étant une force conservatrice l'islamisme politique a considéré cette modernisation comme une incarnation du néocolonialisme occidental<sup>11</sup>. Cette cohabitation de deux courants idéologiques a causé l'échec massif des tendances libérales et démocratiques dans les sociétés islamiques, la polarisation sociale et, plus tard, l'émergence des organisations islamistes d'Al-Qaïda et de l'État islamique (Hallaq, 2014)<sup>12</sup>.

---

<sup>10</sup> Ce qui concerne les états arabes, selon nous, c'est probablement l'absence d'un "père fondateur" de la nation qui ne les a pas permis d'avoir une stabilité de l'état plus ou moins durable comme c'était dans le cas de la Turquie.

<sup>11</sup> Malgré l'hostilité que la grande partie de la population dans les sociétés islamiques éprouve vis-à-vis la modernité, cette même population est fascinée par la technologie moderne et par le confort qu'elle crée. Non seulement les sociétés islamiques non-arabes (non sémitiques) sont bienveillantes à la modernisation, mais aussi tous les pays de la péninsule Arabique ont lourdement investi dans la technologie et l'architecture moderne.

<sup>12</sup> Ici, il faut faire une claire distinction entre la modernisation et la modernité. Si la modernisation est l'avancée technologique, économique, politique, c'est-à-dire l'ensemble des stratégies pour parvenir à la construction d'une société moderne, la modernité est liée aux conditions sociales et culturelles dans lesquelles la raison est vue comme une norme guidant la société. Ses caractéristiques les plus fréquentes sont l'émergence de la liberté individuelle, la suprématie de la raison sur la tradition, la sécularisation et la cohésion sociale, l'adhésion aux valeurs scientifiques et techniques et l'intérêt pour la politique démocratique (Martinelli, 2005).

### *1.3.L'islam en Russie : les enjeux géopolitiques de la Tchétchénie*

Si la présence continue des communautés musulmanes est un phénomène relativement nouveau en Europe et en Amérique du Nord et la population musulmane est associée aux différentes vagues d'immigration, l'islam en Russie a des racines historiques assez profondes et elle est la religion d'une large population autochtone. Les Slaves orientaux étaient en contact avec l'islam avant même l'adoption du Christianisme en 988. Au 13<sup>e</sup> s., les principautés russes tombent sous le joug de la Horde d'or, un empire turco-mongol islamisé et gouverné par une dynastie issue de Gengis Khan. Ce n'est qu'à partir du 16<sup>e</sup> s. que les Russes regagnent leur liberté et, de leur tour, commencent à conquérir les territoires habités par les peuples autochtones islamisés. Ainsi, avec par la conquête des khanats d'Astrakhan, de Kazan, de la Sibérie (16<sup>e</sup> s.) et de la Crimée (18<sup>e</sup> s.), et plus tard avec l'annexion du Caucase et de l'Asie centrale (19<sup>e</sup> s.) une large population musulmane est devenue sujet de l'Empire russe (Hunter, 2015).

Depuis des siècles se trouvant sous l'autorité russe, l'islam est devenu un déterminant important pour la survie identitaire des peuples musulmans, majoritairement caucasiens ou turcophones, vivant dans deux régions de forte concentration: le Caucase du Nord et la région de Volga-Ural. Dans l'Union soviétique, cette religion qui comptait autours de 45-50 million d'adhérents était mal définie et mal catégorisée. Divisée en groupes ethniques, sous-divisée en différents tribus et clans, géographiquement dispersée, sociologiquement divergente, politiquement invisible, économiquement insignifiante, démographiquement minoritaire, la population musulmane avait une profonde crise identitaire sous le pouvoir soviétique (Yemelianova, 2002).

Ce n'est qu'après la chute du pays des Soviets que cette population s'est mise à se purifier et à se confirmer comme membre à part entière du monde islamique. C'est ainsi, les républiques musulmanes de la Russie indépendante ont commencé à tisser les liens avec le monde arabe et

les mouvements panislamiques. Profitant de cette période troublée par la crise politique et de la faiblesse de l'administration centrale, beaucoup d'éléments de l'islam radical ont pénétré dans l'espace de l'islam russe en vue de le transformer en une force centrifuge et destructive (Vidino, 2005). L'islam traditionnel, c'est-à-dire les formes religieuses ethnoculturelles beaucoup plus centripètes et ayant leur propre école juridique (le chafiisme pour les peuples caucasiennes et le hanafisme pour les peuple turcophones) ont été confronté aux prêcheurs salafistes et wahhabites bien préparés et subventionnés par les pays arabes. La confrontation entre ces deux formes de l'islam ("traditionnelle" et "non-traditionnelle") en Russie était surtout visible dans le Caucase du Nord où l'idée du renouvellement religieux était incarnée dans la lutte pour l'indépendance de la Tchétchénie et, plus tard, dans l'insurrection pour la création de l'Émirat du Caucase (Dannreuther&March, 2011).

Cette transformation de l'islam en Russie post-soviétique s'accompagnait des guerres, des attentats terroristes et des opérations anti-terroristes. Les détails sur la motivation, le déroulement et la finalité des deux guerres en Tchétchénie (première entre 1994-1996 et seconde entre 1999-2009) restent encore sous le voile d'ignorance, car cette longue confrontation entre l'état russe et les rebelles islamistes n'avaient pas uniquement un prétexte religieux, mais des aspects politiques et économiques qui ont créé une situation pleine de contradiction. Certes, les islamistes tchéchènes soutenus par leurs coreligionnaires salafistes et wahhabites luttaienent contre l'esprit impérial russe ou contre les infidèles comme ils s'expliquaient (Vidino, 2006), mais par ceci, ils se montraient également contre le tarîqa, les écoles soufies (*Naqshbandiyya*, *Qadiriyya*, etc) qui sont devenues une marque identitaire des musulmanes du Caucase depuis le 19<sup>e</sup> s. (Yemelyanova, 2002).

L'islam prêché par les combattants étrangers aux rebelles tchéchènes était une doctrine prônant la purification du culte musulmane de toute tendance soufie, considérée comme invention hérétique (*bid'ah*). C'est là, la plus grande contradiction, quand d'un côté les Tchéchènes déclaraient qu'avec l'indépendance ils pourront mieux défendre leur tradition religieuse et leur identité culturelle, mais de l'autre côté, avec l'arrivée des riches djihadistes ils commençaient à adhérer au wahhabisme et à s'éloigner de la forme de l'islam professée par leurs ancêtres et défendue par l'imam Chamil, la figure emblématique de la résistance des Caucasiens contre la Russie tsariste (Zelkina, 2000).

L'arrivée de V. Poutine au pouvoir et la victoire des Tchéchènes pro-Kremlin sur leurs compères islamistes a changé radicalement la situation dans la région. L'islam "traditionnel", centripète et pro-pouvoir a triomphé sur l'islam "non-traditionnel", centrifuge et djihadistes. En vue de légitimer cette victoire et pacifier la Tchétchénie en la mettant sous le commandement du nouveau leader R. Kadyrov, les dirigeants russo-tchéchènes ont lancé un programme de restructuration de l'espace religieux par une politique de réislamisation de cette république (Whitmeyer, 2015). Certains aspects de cette réislamisation ont été plus rigoureux que ce que la population tchéchène a vécu sous les islamistes indépendantistes dans les années 90 (Dannreuther & March, 2010). Alors, quels objectifs poursuivait le Kremlin en détruisant ces derniers-ci et en les remplaçant par d'autres islamistes en tête de Kadyrov ?

Selon nous, la réponse à cette question ne se limite pas uniquement de la sympathie personnelle que le président russe éprouve pour le dirigeant tchéchène ou de la loyauté des nouveaux islamistes à son égard. L'importance de la signification et du symbolisme de la Tchétchénie islamiste sort de son cadre régional et reçoit différentes dimensions géostratégiques. Nous en distinguons quelques objectifs que l'état russe poursuit en radicalisant cette région : politique

(rassurer le monde islamique que l'islam en Russie n'est pas persécuté), sécuritaire (surveiller tous les fidèles musulmans en intégrant les plus radicaux dans l'espace religieux contrôlé par l'état), militaire (former une armée des combattants musulmans pour des opérations militaires dans les pays musulmans) et économique (attirer les capitaux provenant des pays arabes).

Maintenant observons de près les résultats atteints durant ces dernières années dans toutes ces directions susmentionnées. À cause des guerres et des ravages causés par l'armée russe en Tchétchénie, cette région est devenue un symbole des victimes de l'impérialisme et du nationalisme russe. Beaucoup des pays occidentaux, et surtout des pays musulmans ont haussé leur ton pour défendre la population locale. Alors dans ce sens-là, avec la construction des nouvelles mosquées et de l'organisation de la vie religieuse en Tchétchénie la Russie a amélioré son image auprès des pays musulmans<sup>13</sup>.

La restauration de la vie religieuse à travers des constructions des mosquées et des madrasas a réuni tous les éléments religieux de la république tchétchène sous le contrôle de l'état. Cela est devenu un vrai indicateur de la sécurité pour traquer les islamistes centrifuges. Tous ceux qui ne servent pas de ces lieux de culte "officiels" se risquent d'être qualifiés comme contestateurs du pouvoir de R. Kadyrov ou d'être étiquetés comme étant des combattants rebelles et d'être persécutés à plein coup. C'est probablement pour cette raison que les plus grandes mosquées construites par le chef tchétchène portent les noms de ses proches : la mosquée d'Akhmat Kadyrov (son père) à Grozny, la mosquée d'Aimane Kadyrov (sa mère) à Argoun, la mosquée d'Abdulhamid Kadyrov (son grand-père) à Tsenturoy, et en 2018, à Chali sera inaugurée une mosquée portant son propre nom : la mosquée de Ramzan Kadyrov<sup>14</sup>.

---

<sup>13</sup> <http://www.mepc.org/russia-chechnya-and-syria-pursuit-strategic-goals>

<sup>14</sup> <https://jamestown.org/program/north-caucasus-builds-more-and-bigger-mosques-2>.

La Russie a beaucoup investi en Tchétchénie pour restaurer la vie civile de l'après-guerre et pour gagner la confiance de la population locale. Le plus grand bénéfice que cette région peut offrir à l'état russe c'est son armée de combattants bien préparés aux guerres non-conventionnelles et mise sous le commandement de R. Kadyrov<sup>15</sup>. Les combattants de cette armée appelés *Kadirovtsy* (kadyroviens) ont déjà prouvé leur loyauté envers l'état russe et ont démontré leur vigueur martiale en participant aux opérations militaires en Géorgie<sup>16</sup>, en Ukraine<sup>17</sup> et en Syrie<sup>18</sup>. En ce qui concerne les investissements des pays du Golf en Tchétchénie, il faut dire que malgré la pacification et la restauration de la vie civile, son attrait économique n'est pas au plus haut. Certes, grâce à la relation personnelle avec R. Kadyrov quelques dignitaires arabes ont fait certains investissements en Tchétchénie, mais cette région échappe au grand flux des capitaux des pays arabes.

Il faut donc constater que si dans les années 90, l'état russe se laissait guider par le sentiment nationaliste en considérant l'islam comme une force déstabilisante, avec le président Putin cette religion est devenue plus visible et elle sert à l'état russe comme une puissante carte à jouer au Moyen-Orient et dans le monde musulman (Service, 2017)<sup>19</sup>. Pour nous une chose est claire. Après la "tchéchéénisation" du conflit au Caucase du nord, le président V. Putin risque de

---

<sup>15</sup> Est-il en voie de devenir une figure religieuse en image de l'Imam Chamil et va rétablir l'autorité des ordres soufis ? En tout cas si dans ses relations avec les représentants du pays du Golfe, R. Kadyrov se présente comme adepte de l'islam orthodoxe, néanmoins il soutient les formes traditionnelles de l'islam en Tchétchénie, cf. <https://ria.ru/religion/20140829/1021948338.html>. Selon le chef tchéchéne, comme une alternative au wahhabisme cette forme d'islam pourrait attirer la jeunesse religieuse, cf. <https://news.rambler.ru/other/37431994-kakie-sufiyskie-ordena-v-chechne-samye-vliyatelnye/>.

<sup>16</sup> <https://www.vesti.ru/doc.html?id=201122>.

<sup>17</sup> <https://ru.tsn.ua/ato/protiv-vsu-na-donbasse-voevali-celye-otryady-specnaza-kadyrova-doklad-yashina-584665.html>.

<sup>18</sup> <https://www.gazeta.ru/army/2016/12/08/10413125.shtml>.

<sup>19</sup> V. Poutine était présent à la session de l'Organisation de la coopération islamique en Malaisie en août 2003, durant laquelle la Russie est devenue état observateur auprès de l'OICI. Dans son discours le président russe a notamment souligné que "La Russie, comme la majorité des États islamiques ici présents, se prononce pour la consolidation du système de droit international, le rôle coordonnateur central de l'ONU dans le règlement des problèmes internationaux. Et nous sommes persuadés de pouvoir, par les efforts conjoints, nous opposer plus efficacement à l'évolution des événements dans le monde selon les scénarii défavorables. Les scénarii qui génèrent de nouvelles dangereuses lignes de séparation", cf. <http://www.voltairenet.org/article10878.html>.

“tchéchéner” (ou “kadyroviser”) toute la Russie comme remarquent encore les spécialistes (Souleïmanov&Jasutis, 2012; Russell, 2008; Souleïmanov 2006).

## **2. La vision géopolitique de la Russie and les géostratégies du monde islamique**

### *2.1. Le monde dans l'optique russe : néo-impérialisme, néo-eurasisme, multipolarisme*

Depuis sa libération du joug mongol et son expansion vers l'Est, la Russie confrontait toujours le problème de la stabilité sociale et de la sécurité de ses territoires. Étant un pays multiethnique et multireligieux, l'état russe s'est efforcé de garder l'unité nationale; un défi permanent qui a façonné sa politique intérieure et extérieure durant la période de toutes ses incarnations étatiques : l'Empire russe, l'Union soviétique ou la Fédération de la Russie. Comme tous les états cherchent à rassurer leur survie politique, également la Russie est animée en permanence par ce sentiment d'insécurité politique (Mitzen, 2006, 342). Méfiée par le monde eurocentrique et considérée comme un empire subalterne, la phobie ontologique d'incertitude politique et le sens aigu de la spatialité ont façonné la géopolitique impériale de la Russie (Morozov, 2015)<sup>20</sup>.

Après la chute de l'URSS, la Russie a plongé dans une crise politique, économique et sociale. L'ouverture du pays au monde et les échanges commerciaux et culturels avec les pays développés ont relevé la profonde contradiction entre l'ancien modèle soviétique et celui du monde libéral. L'administration du président B. Eltsine s'est rendue compte qu'elle devait rompre avec le système soviétique basé sur la politique de la puissance dure et libéraliser le pays. La Russie a eu besoin du soutien politique et économique pour réaliser des grandes réformes.

---

<sup>20</sup> Cette crainte d'être envahie par l'Occident n'est pas pourtant imaginaire et elle a des fondements réels. Durant son histoire, maintes fois la Russie a fait face au danger venant de l'Ouest. Même si la Russie est vue comme une puissance agressive, l'histoire nous montre que c'est plutôt l'Occident qui était obstiné de l'idée d'envahir la Russie : les invasions de l'Ordre teutonique (13<sup>e</sup> s.), des Royaumes polonais (17<sup>e</sup> s.) et suédois (18<sup>e</sup> s.), des empires français (19<sup>e</sup> s.) and allemand (20<sup>e</sup> s.). Chez les Russes, ces interventions militaires des états européens ont cristallisé le sentiment que l'Occident est la région d'où vient le danger pour leur pays (Riasanovsky&Steinberg, 2011).

Dans l'objectif de s'adapter aux exigences du monde moderne, la Russie a adopté les normes et les pratiques occidentales. Elle a sollicité de l'aide financière auprès des pays occidentaux et des organisations internationales tout en encaissant leurs observations et leurs remarques faites à son encontre (Felkay, 2012).

À un moment historique si difficile pour la Russie, dans l'esprit triomphaliste les pays occidentaux ont commencé à savourer leur victoire dans la guerre froide. Ils se sont mis alors à gérer unilatéralement les dossiers internationaux et à ignorer ouvertement les intérêts de la Russie. En ce temps-là, ce pays vivait ses pires jours, car le processus de la démocratisation de la société et de la libéralisation de l'économie ont provoqué une profonde instabilité politique et l'anarchie économique. Les années 90 sont présentées dans l'historiographie russe comme une ère d'humiliation et appelées "les années bêtes" (Shleifer, 2000).

La situation en Russie a changé avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, l'officier des services secrets soviétiques (*KGB*) converti en fonctionnaire public. L'ancien président Eltsine lui a légué un pays en situation lamentable : les islamistes organisant des attentats terroristes, les indépendantistes contrôlant la Tchétchénie et menaçant les régions voisines, l'économie ruinée et la vie politique manipulée par les nouveaux-riches (Desai, 2006). En quelques années, le président Poutine a réussi à prendre le contrôle total du pays en chassant les terroristes de l'espace public et en privant les oligarques de leur influence sur le pouvoir.

De l'autre côté, grâce à la forte hausse des prix des hydrocarbures il a pu redresser l'économie du pays, il a renforcé la hiérarchie administrative et il a accru le rôle de l'armée et des services de renseignements (*siloviki*). La Russie est devenue un conglomérat des oligarques soumis au pouvoir et de hauts fonctionnaires issus des services chargés de veiller à l'application de la loi, d'organismes de renseignements, des forces armées et d'autres structures auxquelles l'état avait

délégué le droit d'utiliser la force (Taylor, 2011). Après avoir arrangé les affaires dans l'intérieur de son pays, V. Poutine s'est tourné vers les affaires extérieures avec l'ambition de devenir un joueur important sur l'échiquier international et avec l'objectif de regagner la gloire passée de la Russie. En 2007 par son discours à la conférence de Munich sur la sécurité globale il a lancé un défi aux occidentaux en jetant le gant aux atlantistes<sup>21</sup>.

Une des idéologies ayant une plausible influence sur la géostratégie de la Russie sous V. Poutine est le néo-eurasisme qui défend l'idée de la double identité de la Russie, culturellement et économiquement liée à la fois à l'Europe et à l'Asie<sup>22</sup>. Selon les néo-eurasistes (Gumiliov, Dugin, Panarin), la Russie elle-même est un résultat de l'intégration de différentes entités politiques, elle peut devenir l'acteur central dans la création d'un espace politique allant de l'océan Atlantique jusqu'à l'océan Pacifique. Cette vision géopolitique est incarnée dans l'Union économique eurasiatique qui a réuni les pays se trouvant dans l'orbite de la Russie. Mais ce qui est étonnant et paradoxal à la fois, ayant une inspiration nationaliste le néo-eurasisme a tenté de nouer des nœuds avec les sociétés islamiques, notamment avec les peuples turcs (Laruelle, 2008)<sup>23</sup>.

La Russie poutinienne a également un troisième postulat héritée de l'ère eltsinienne qui est la vision multipolaire du monde (Chebankova, 2017). La Russie prône également le multi-centrisme et le modèle du partage du monde en des zones d'influence. En réalité, cette vision du

---

<sup>21</sup> <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/02/12/AR2007021200555.html>

<sup>22</sup> Les Russes ont probablement hérité cette dualité identitaire de l'époque de l'Empire mongole où, ayant l'origine européenne, les souverains de la grande-principauté de Moscou se sont inspirés de l'idée de l'appartenance à la culture des steppes et sont formés comme une nation libre, minimaliste et autosuffisante. Cette double identité culturelle, à la fois occidentale et orientale, devient alors la base idéologique de l'universalité de la Russie d'où viennent les idées de la Troisième Rome et du rôle messianique des Russes. Certes, l'idée que ce n'est pas l'Empire byzantine qui sert comme un modèle religieux et socio-politique pour la Russie, mais l'Empire mongole est discutable, cependant l'influence mongole sur la société russe reste assez considérable (Laruelle, 2008).

<sup>23</sup> Étonnement, en parallèle avec le néo-eurasisme russe, d'autres formes locales de cette idéologie se sont développées comme au sein de la Russie (au Tatarstan), aussi bien dans d'autres pays turcophones (Kazakhstan, Turquie, etc). Étant moins intellectualisés ou théorétiques, ces idéologies ne sont pas pourtant des grands concurrents du néo-eurasisme russe (Bassin&Poza, 2017).

monde polycentrique est une tentative de restaurer la zone d'influence perdue après la chute de l'Union soviétique et de renforcer son statut sur la scène internationale (Mankoff, 2012)<sup>24</sup>. Traditionnellement la Russie a tendance de privilégier la manière dure (*hard power*) de la manière douce (*soft power*) pour atteindre ses objectifs économiques et politiques. Le manque des utiles de la manière douce les plus subtiles et sophistiqués rend difficile son jeu diplomatique sur la scène internationale, surtout dans la compétition globale pour les ressources et pour le contrôle des marchés et les routes commerciales (Goldman, 2010).

La création de toute sorte d'unions (URSS, CIE, UEE) montre bien comment la Russie se barricade derrière les frontières géographiques floues et garde les portes de ses zones d'influence ouvertes. La création du concept du "monde russe" (*russkiy mir*) et sa propagande est un autre utile coercitif de la politique étrangère de la Russie pour consolider son influence sur les ex-républiques soviétiques et également élargir la zone d'influence de la Russie dans les pays avec une importante population russophone (Lutsevych, 2016). La Russie se positionne et ajuste ses pas selon les démarches politique et économique de la force antidote, c'est-à-dire de l'Occident. Ce caractère réactif de la politique extérieure de la Russie montre pourtant le manque d'une stratégie du développement économique et sociopolitique indépendant (Tsygankov, 2016).

## 2.2. *Le monde arabe entre la Russie et l'Occident : les intérêts et les conflits*

Après avoir analysé les grands caractères communs entre la culture socio-politique russe et les peuples musulmans en Russie, et après avoir défini le néo-eurasisme comme une plateforme idéologique qui vise à intégrer les pays se trouvant jadis dans l'Empire russe, étudions

---

<sup>24</sup> De prime abord, il semble que par les négociations et par un consensus le modèle multipolaire de la politique internationale crée une balance de pouvoir entre les grandes puissances. Pourtant, même si l'ordre du monde multipolaire renforce le rôle des institutions et des organisations internationales, il renforce également le pouvoir coercitif des grandes puissances et limite la souveraineté des petits pays. Se trouvant dans une zone d'influence d'une telle ou telle grande puissance, ceux-ci se voient leur manœuvrabilité politique restreinte à cause de leur situation subalterne (Ambrosio, 2007).

maintenant les liens politiques existants entre la Russie et les sociétés islamiques en dehors de la zone d'influence directe de ce pays. Avant d'aller plus loin dans nos analyses, présentons d'abord les pays islamiques qui avaient une importance géostratégique pour la Russie. Déjà au temps de l'URSS, la politique étrangère distinguait le monde arabe, l'Asie du sud, la Turquie et l'Iran comme des régions stratégiques du monde islamique (Ro'i, 2016)<sup>25</sup>. L'étroite collaboration avec les pays du monde arabe était liée à l'espoir des Soviétiques de voir ces pays devenus socialistes. Non seulement l'universalisme et l'expansionnisme du socialisme et de l'islam liait ces deux mondes, mais leur résistance à la modernité occidentale avait créé des alliances stratégiques entre l'URSS and les pays arabes (Penar, 1973). C'est également sur ce terrain idéologique que durant la Guerre froide l'état soviétique s'est mis à la défense de la cause des pays arabes contre l'Israël en considérant ce pays comme un coin des capitalistes au Moyen-Orient et en caractérisant la confrontation des Palestiniens contre l'état juif comme une lutte contre l'impérialisme. En effet, l'URSS exploitait la lutte des palestiniens en la présentant comme un symbole de l'injustice des occidentaux (Freedman, 1975).

Les relations amicales avec le monde arabe ont continué au temps de la Russie moderne. Mais à la différence de la politique soviétique plutôt idéaliste, sous la présidence de Yeltsin, et beaucoup plus sous V. Poutine la Russie, a adopté une approche pragmatique dans ses relations avec les pays de cette région. Plus encore, au contraire de la relation plutôt uniforme et interconnectée avec les pays arabes, la Russie putinienne a adopté une approche personnalisée vis-à-vis des pays arabes. N'étant pas voisin direct des pays du Moyen-Orient, la Russie a des intérêts

---

<sup>25</sup> Pour renforcer leurs capacités militaires, les Soviétiques fournissaient des armes aux pays arabes de l'Afrique du Nord jusqu'au Yémen et envoyaient des spécialistes pour renforcer leur présence technologique dans ces pays devenus champs de bataille géopolitiques dans la Guerre froide. Également, afin d'assurer la continuité de leur influence dans tiers monde et dans les pays musulmans, les Soviétiques essayaient d'attirer les jeunes gauchistes de ces pays en leur formant à l'Université de l'Amitié des Peuples Patrice-Lumumba. Cette politique a eu du succès limité car si pour les ressortissants des pays pauvres faire les études à Moscou était une vraie opportunité de carrière, les étudiants des pays riches du Golfe arabe préféraient faire les études dans les universités américaines et britanniques (Griffiths&Cardona, 2015).

géopolitiques, économiques et culturels avec le monde arabe. À la différence des États-Unis (comme l'ont également prouvé les guerres mal préparées et menées en Afghanistan et en Iraq), la politique de la Russie moderne envers les états du monde islamique, et surtout vis-à-vis des pays arabes, a été gérée d'une manière cohésive, propre à l'intellectualisme de l'école diplomatique russe et dans l'esprit du pragmatisme économique (Nizameddin, 2013).

Mais la plus grande nouveauté dans la politique moyen-orientale de la Russie était son rapprochement avec l'Israël. C'est un bon exemple de la politique à double volets et d'une extrême ambiguïté quand d'un côté la Russie sympathise l'Israël dans sa lutte contre le radicalisme islamique, mais de l'autre côté elle arme les états arabes considérés par l'Israël comme source du terrorisme et du radicalisme. Avec l'immigration des juifs russes et des russophones vers l'Israël (*aliyah*), la Russie s'est dotée d'une plateforme importante pour influencer sur la politique domestique et étrangère de l'état juif (Gershenson, 2011).

Depuis la chute de l'URSS, une autre question épineuse s'est ajoutée à celle de la vente d'armes russes aux états arabes. C'est le rapprochement de la Russie avec l'Iran. Considéré par l'Israël comme son plus grand ennemi, l'Iran est devenu un allié important de la Russie poutinienne. Dans son jeu dualistique que la diplomatie russe maîtrise très bien, la Russie a rassuré l'Israël que ses liens étroits avec l'Iran et sa tolérance envers le Hezbollah, son mandataire, a toujours des limites. Les arguments des russes allaient dans le sens qu'avec le partenariat privilégié avec l'Iran, la Russie ont obtenu des moyens d'influence efficaces sur ce pays pour exclure le danger que l'Israël pourrait subir de l'Iran (Shindler, 2014).

Il faut donc penser que malgré le fait que c'est grâce à la Russie que l'Iran ait eu une telle expansion militaire et le potentiel de lancer son propre programme nucléaire, pour le président

russe la sécurité de l'Israël a une importance non négociable<sup>26</sup>. En fait, la Russie voit clairement la ligne rouge de la tolérance où elle peut cacher la carotte et montrer le bâton en vue de maîtriser la puissance débordée de l'Iran. Nul doute qu'en situation de danger réel pesant sur l'Israël, la Russie peut retirer sa faveur vis-à-vis l'Iran en le condamnant à l'isolation totale sur la scène internationale. Et à juste titre, pourquoi ne pas considérer l'Israël ayant une forte population russophone dont la majorité possède la double nationalité comme faisant part du monde russe ?

Les arguments russes ont été pris au sérieux par les dirigeants politiques israéliens. En effet, à part des provocations et de petites ennuies que l'Iran peut créer pour l'Israël par ses agents dans la région moyen-orientale, le régime des imams n'a ni la volonté ni la possibilité de devenir une vraie menace pour l'état juif. De l'autre côté, les Iraniens comprennent que malgré les contradictions géopolitiques, les liens organiques et les relations transnationales existant entre la Russie et l'Israël sont très profonds et solides. Un fait important à ne pas ignorer. Les Israéliens ont des utiles politiques beaucoup plus efficaces à influencer sur la politique extérieure de la Russie que les Iraniens. Voilà pourquoi ce double jeu de la Russie était acceptable comme par l'Iran aussi bien par l'Israël. En ce qui concerne la carte des Palestiniens, actuellement elle est devenue obsolète pour la Russie qui n'a ni le même zèle des Soviétiques ni un intérêt politique particulier à la jouer contre l'Israël (Delanoë, 2013).

C'est dans la même tradition de la politique d'ambiguïté, en combinant les intérêts économiques et les considérations géostratégiques que la Russie s'engage également avec les pays arabes du

---

<sup>26</sup> Récemment, durant la session du Club de discussion Valdaï du 19 février 2018, en présence du ministre des Affaires étrangère de l'Iran Javad Zarif, S. Lavrov a confirmé la fermeté de la Russie contre la menace iranienne: "We have stated many times that we won't accept the statements that Israel, as a Zionist state, should be destroyed and wiped off the map. I believe this is an absolutely wrong way to advance one's own interests", cf. <http://www.jpost.com/Arab-Israeli-Conflict/Lavrov-issues-rare-rebuke-of-Iran-for-calling-for-Israel's-destruction-543062>.

Golfe. Écrasant les islamistes tchéchènes soutenus par les cercles semi-officiels des pays arabes, la Russie s'est imposée comme un joueur redoutable au Moyen-Orient. Comme avec l'Israël, la Russie a également joué la carte iranienne en rassurant les pays du Golf qu'elle contrôle de près le programme nucléaire et l'expansion militaire de l'Iran. La diplomatie russe s'est montrée très agile pour démontrer leurs intérêts dans une large coopération avec la Russie. Par cela, non seulement ces pays ont obtenu un extra garant de leur sécurité vis-à-vis l'Iran, mais ils ont créé une balance de force dans leurs relations avec les Américains (Stepanova, 2016). Les relations entre les pays du Golfe et les États-Unis étaient toujours dans un dialogue du type "Je t'aime ! - Moi, non plus !". Les contradictions entre eux sont multifacettes allant de la différence de l'éthique socioculturelle jusqu'à l'unilatéralisme militariste des Américains et elles sont multipliées après les attentats du 11 septembre (Ekovich, 2016).

Il faut toutefois noter que le rapprochement de la Russie et des pays du Golfe s'est réalisé sur le fond de l'augmentation des prix du pétrole sur le marché international. Les dirigeants politiques et les cercles économiques russes voulaient approfondir la coopération avec Riyad et l'OPEP en vue d'attirer les investissements saoudiens en Russie et assurer la stabilité des prix du pétrole. Le début de l'accélération de ce rapprochement russo-saoudien a été donné par la visite du prince héritier Abdullah ben Abdulaziz à Moscou en septembre 2003, suivie de la visite du président Poutine au sommet de l'Organisation de la coopération islamique en octobre 2003<sup>27</sup> et de la réception à Riyad du président de la Tchétchénie Akhmad Kadyrov (le père de R. Kadyrov) en janvier 2004<sup>28</sup>. Par ces visites l'état saoudien a reconnu la légitimité de l'autorité pro-Kremlin de cette république et la question tchéchène a été considérée comme une affaire interne de la

---

<sup>27</sup> La candidature de la Russie comme membre observateur dans cette organisation a été soutenu par l'Arabie saoudite qui a eu un rôle majeur sur le résultat du vote (Kreutz, 2007).

<sup>28</sup> L'Arabie saoudite avait envoyé Hamdi Irmak, un spécialiste de la Russie, comme observateur durant l'élection présidentielle en Tchétchénie en Octobre 5, 2003 (Kreutz, 2007).

Russie<sup>29</sup>. Par la suite, le déroulement des évènements dans les années 2000 en Tchétchénie a clairement montré que le rapprochement russo-saoudien et la politique amicale de la Russie avec d'autres pays arabes du Golfe ont joué un rôle important dans la pacification de cette région<sup>30</sup>.

Certes, ce rapprochement a porté des bénéfices à ces deux pays, mais la coopération russo-saoudienne reste encore limitée aux secteurs de l'énergie et aux ventes des armes. Ni la Russie ni l'Arabie saoudite n'ont pas pu créer d'autre type de partenariat mutuellement bénéfique<sup>31</sup>. Au contraire, les révolutions arabes, les incursions des islamistes et la guerre en Syrie ont créé une situation où ces deux pays se sont de nouveau retrouvés dans les camps différents : la Russie comme le plus grand ennemi des islamistes et le support du président syrien Bachar al-Assad et l'Arabie saoudite comme la source du radicalisme islamique et le plus grand ennemi d'Assad (Phillips, 2016). Certainement, le temps montrera si la visite du roi saoudite en Russie en octobre 2017 a amélioré sensiblement les relations bilatérales entre ces deux pays. Selon nous, leurs divergences politiques et le faible potentiel commercial ne permettront pas d'élever leur relation à un niveau géopolitique plus élevé.

### *2.3. La Russie, l'Iran and la Turquie : ami chez les ennemis, ennemi chez les amis*

Malgré la différence culturelle et divergences géopolitiques, la Russie, l'Iran and la Turquie se sont retrouvés dans un même panier de la politique internationale – celui des états parias. Les problèmes que la Russie a avec les pays de l'Union européenne (avec lesquels elle partage certaines valeurs culturelles et une relation historique), les contradictions que l'Iran a avec les pays arabes (avec lesquels il partage les mêmes valeurs religieuses) et les désaccords que la

---

<sup>29</sup> Sur ce sujet le futur roi de l'Arabie saoudite s'est prononcé : "Le problème de la Tchétchénie doit être résolu dans le cadre de la Constitution de la Fédération de la Russie et sur notre conviction que la question tchéchène est une affaire intérieure de la Russie" (Kreutz, 2007, 133).

<sup>30</sup> <https://yaleglobal.yale.edu/content/arab-connection-chechen-conflict>.

<sup>31</sup> <http://www.middleeasteye.net/columns/king-salman-moscow-why-saudi-arabia-important-russia-775541767>.

Turquie a avec les membres de l'OTAN (avec lesquels il partage le même système de défense) montrent que dans le cas de ces trois pays, ni une relation historique, ni les valeurs religieuses, ni l'alliance militaire ne peuvent pas être considérés comme des déterminants politiques les plus importants. Donc, il doit être un autre facteur qui déclenche le désengagement politique avec les alliés "naturels" et, au contraire, qui favorise l'engagement avec les anciens ennemis. À notre avis, c'est le sentiment du néo-impérialisme des états russe, turc et iranien : ceux-ci se combattaient durant tout au long du 19<sup>e</sup> s, étaient en pleine compétition durant 20<sup>e</sup> s., mais au début du 21<sup>e</sup> s., à cause de l'expansionnisme et l'interventionnisme agressif des États-Unis, ils ont pu trouver des intérêts communs pour une large collaboration et une profonde coopération.

Il est vrai que, animée par une conscience aigüe du passé impérial glorieux, ces trois pays ont un sentiment démesuré du particularisme culturel qui forme et façonne leur politique étrangère. C'est pourquoi la Russie, l'Iran et la Turquie n'ont pas pu œuvrer pour la politique balancée avec leurs partenaires des pays européens, des alliés atlantistes ou des coreligionnaires arabes dans une relation d'entente cordiale ou de bon voisinage.

Cependant, si on creuse un peu plus cette question, nous pouvons y distinguer un mécanisme défensif et une réaction réflexive provoquée par l'attitude peu accueillante des grandes puissances vis-à-vis ces pays. Dans le cas de la Russie, comme nous avons déjà mentionné, dans les années 90 l'Union européenne a raté une grande chance à consolider le rapprochement avec ce pays (Evans, 2011). Selon le point de vue russe, l'Union européenne n'a pas construit ses relations avec la Russie d'une manière symétrique, mais elle a usé de la politique du double standard et du langage normatif, parce qu'elle était animée par un sentiment de méfiance, influencée par la russophobie de certains pays de l'ancien bloc de l'Est et guidée par les ambitions expansionnistes de l'OTAN (Tumanov, 2011).

L'Union européenne a échoué sa relation également avec la Turquie. D'un côté elle a flirté avec ce pays durant des décennies en l'intégrant dans différentes structures politico-militaires, mais de l'autre côté, elle lui a barré la route vers son intégration complète dans l'Union (Balázs, 2015). En ce qui concerne l'Iran, depuis la révolution iranienne ce pays est devenu la cible comme des pays occidentaux, ainsi des pays arabes (Saikal, 2016). Naturellement, se sentant rejeté et exclu ces pays-ci a trouvé une sympathie auprès d'autres pays également mal vus ou rejetés par les grandes puissances ou puissances régionales (Joobani&Mousavipour 2015).

De l'autre côté, l'invasion de l'Afghanistan (en 2001) et de l'Iraq (en 2003) ont créé des problèmes sécuritaires pour la Russie, l'Iran et la Turquie et ont causé des positions partagées contre l'expansion militaire des Américains. Mais contrairement à leurs craintes, ces interventions n'ont pas eu des répercussions excessivement négatives sur ces pays en question. Au contraire, ils ont tiré des profits économiques et politiques de ces invasions: la Russie a été payé pour son soutien logistique apporté aux troupes de la Coalition; les Iraniens ont comblé le vaste champ d'action libre en Irak créé après la chute des régimes talibane et saddamiste; non seulement la Turquie a reçu l'opportunité d'expansion économique en Irak et le contrôle des corridors énergétiques, mais également elle a obtenu une grande chance d'agir contre les Kurdes irakiens. C'est donc grâce aux fautes colossales commises par les pays occidentaux, et surtout par les États-Unis, que le poids politique, économique et militaire de la Russie, de l'Iran et de la Turquie a beaucoup augmenté au Moyen-Orient, et durant cette dernière décennie, ces pays sont devenus des acteurs incontournables dans la région (Harvey, 2012).

Maintenant, scrutons de près la nature de la relation politique entre Moscou et Téhéran. À la différence de l'Union européenne qui n'a pas réussi à construire une relation avec la Russie à cause de sa politique normative et expansionniste, l'Iran a adopté une approche diamétralement

opposée. Étant un pays absorbé de l'islam chiite, dans sa relation avec la Russie il s'est effacé idéologiquement tout en respectant le droit de cette puissance nordique sur ses "zones d'influence". L'Iran s'est mis alors à exercer une réalpolitik qui s'inscrit dans le cadre de la politique khomeyniste qui insistait la nécessité d'un étroit rapprochement avec Moscou contre les États-Unis (Therme, 2012, 143).

Le plus grand exemple de cette complaisance politique est la présence constructive de l'Iran dans le Caucase (du Nord et du Sud), une région qui durant des millénaires étaient sous l'influence de les empires iraniens et elle a été cédée à la Russie au début du 19<sup>e</sup> s. L'Iran islamique n'a jamais revendiqué le droit du retour de son influence sur le Caucase et il a toujours respecté les intérêts de la Russie dans cette région. La Russie a apprécié cette attitude de bonne volonté de l'Iran en le considérant comme un partenaire régional et non-pas comme un compétiteur dans la région. C'est ainsi que, pour ne pas perdre un tel partenaire précieux, malgré toutes sortes de pressions faites par l'Union européenne et par les États-Unis, la Russie n'a pas délaissé l'Iran. Au contraire, elle a mené à terme la construction de la centrale nucléaire de Bouchehr et elle a respecté ses contrats de livraison d'armes, y compris S-300, le système de défense antiaérienne et antimissile (Tarock, 2017).

La Russie et l'Iran considère l'OTAN comme une alliance hostile, le bras armé des États-Unis, et ils s'opposent à son omniprésence dans le monde. Selon les positions russe et iranienne, la sphère d'action de l'OTAN est l'espace nord-atlantique et cette organisation ne doit pas effectuer des opérations en dehors de cette région, et sûrement pas au Moyen-Orient. C'est donc dans l'objectif de contrer les actions des pays occidentaux que la Russie et l'Iran ont réuni leurs efforts dans cette région. Ces deux pays sont conscients que le mal de cette intervention ne vient pas uniquement de l'intrusion de cette force antidote dans la région, mais également des

conséquences causées de cette intervention : le renforcement de leurs ennemis farouches: les islamistes sunnites. Dans ce sens, la Syrie est devenue pour la Russie et pour l’Iran un champ de bataille contre les islamistes et les otanistes, et une opportunité d’une collaboration étroite entre ces deux pays (Kozhanov, 2017).

Les relations russo-turques n’ont pas connu la même hauteur et la même stabilité que les relations russo-iraniennes. À la différence de l’Iran, la Russie a toujours considéré et considère encore la Turquie comme un pays compétiteur. Les visions géostratégiques de la Turquie et de la Russie ont des contradictions fondamentales, surtout au niveau de l’ambition des Turcs sur le monde turcophone, de son rôle joué dans les conflits au Caucase, de sa participation dans les projets du transport énergétique contournant la Russie, de sa grande influence sur la Géorgie et l’Azerbaïdjan (Druzhinin&İbrahimov, 2014). Sous la présidence de Poutine et sous le gouvernement d’Erdogan, les relations russo-turques ont changé leur nature d’une manière substantielle. Le style autoritaire de ces deux dirigeants a permis d’un côté, d’intensifier la communication diplomatique et rendre la coopération économique beaucoup plus variée, mais de l’autre côté, les contradictions existantes entre ces deux pays sont devenues plus vives et visibles (Baev&Kirişci, 2017).

Mais ce sont surtout les conflits au Moyen-Orient qui ont relevé la plus grande source de tension entre ces deux pays : la Russie étant contre les révolutions arabes et la Turquie sympathisant “les révolutionnaires” du Printemps arabe; la Russie étant le soutien inconditionnel du président Asad et la Turquie soutenant des groupes anti-Asad, etc. Les relations entre ces deux pays se sont détériorées temporairement après que l’armée de l’air turque a abattu un avion de chasse russe près de la frontière turco-syrienne en novembre 2015<sup>32</sup>. La Russie a très mal réagi à cet évènement et le président Poutine a provoqué une grande vague antiturque en caractérisant cet

---

<sup>32</sup> <http://www.bbc.com/news/world-middle-east-34912581>.

acte comme “un coup de poignard dans le dos”<sup>33</sup>. Mais avec toutes les contradictions et malgré le fait que la Russie et la Turquie se trouvent dans les camps opposés dans le conflit syrien, ces derniers temps, ces deux pays ont pu trouver un terrain commun de coopération en ajustant leurs tirs en Syrie<sup>34</sup>.

Alors, à la différence de la Russie qui joue la carte de la Syrie pour les intérêts géopolitiques de seconde importance et pour exhiber ses muscles sur la scène internationale, pour la Turquie l’Irak et la Syrie constituent de vraies menaces provenant de son archi-ennemi - le Parti des travailleurs du Kurdistan (*PKK*) qui a une présence militaire dans le nord de ces pays (Cěrny, 2018). La pomme de discorde ou le plus grand problème que la Turquie a avec la Coalition est lié aux Kurdes. Les Américains arment et entraînent les Kurdes irakiens (*Peshmerga*)<sup>35</sup> et les Kurdes syriens (*YPG*) contre l’État islamique<sup>36</sup>, ce que la Turquie considère comme une aide apportée à son ennemi juré par un allié. C’est ainsi qu’elle a lancé l’offensive contre les forces militaires kurdes à Afrine dans le nord de la Syrie<sup>37</sup> tout en cherchant le support de la Russie et de l’Iran dans sa lutte contre le renforcement militaire des Kurdes dans la région et contre la fédéralisation de l’Irak et de la Syrie<sup>38</sup>.

---

<sup>33</sup> <https://www.rt.com/news/323262-putin-downing-plane-syria/>.

<sup>34</sup> <https://www.middleeastmonitor.com/20171122-turkey-russia-iran-agree-on-syrian-dialogue-summit/>.

<sup>35</sup> <http://www.newsweek.com/us-military-million-arms-deal-kurds-fighting-isis-iraq-586904>.

<sup>36</sup> <https://www.nytimes.com/2017/05/09/us/politics/trump-kurds-syria-army.html>.

<sup>37</sup> <http://nationalinterest.org/feature/erdogans-war-syria-could-wreck-us-turkey-relations-24308>.

<sup>38</sup> Selon nous, après le vote pour l’indépendance du Kurdistan irakien et l’avancée des Kurdes sur le front syrien, il serait plus judicieux de penser au système (con)fédératif de l’Irak et de la Syrie. Il faut territorialiser et responsabiliser également les sunnites de l’Irak et de la Syrie. Ayant leur propre territoire et assumant la responsabilité de sa gestion, les anciens combattants islamistes se convertiraient en gestionnaires pour réorganiser la vie civile se trouvant sous leur administration. Cela créera un attachement aux structures étatiques et “récompensera” le sentiment de la perte du territoire religieusement homogène sous l’État islamique.

### **3. Le radicalisme islamique et les guerres géopolitiques de la Russie**

#### *3.1. Le radicalisme islamique : l'idéologie, les organisations, les stratégies*

Après la victoire contre les penseurs réformistes non Arabes, les salafistes de la péninsule Arabique ont largement renforcé leur position dans les pays musulmans<sup>39</sup>. Si l'idéologie du salafisme et le concept du djihadisme peuvent être définis et décrits d'une manière théorique, alors il y a un grand problème de la conceptualisation du terrorisme. Étant un terme général et souffrant d'un manque de clarté dans sa définition, le terrorisme est avant tout un phénomène complexe psychoculturel avec des objectifs politiques. Dans le contexte actuel l'utilisation de ce terme est devenue une étiquette médiatique servant d'instrument de la stigmatisation de telle ou telle communauté ethnique ou religieuse. Le caractère vague de la définition de ce terme a été toujours caché sous le voile de l'ambiguïté politique : les mêmes personnes ou organisations qualifiées terroristes par un ensemble des pays n'étant que des révolutionnaires pour un autre groupe, et vice versa (Weinberg&Leonard, 2005).

Parlant des causes et des conditions favorisant la violence en vue d'obtenir des gains politiques, il faut toutefois noter que le terrorisme a une tendance d'adaptation et une grande capacité de transformation évolutive. Ainsi, le terrorisme du 20<sup>e</sup> s. n'a pas le même caractère que le terrorisme que le monde a connu dans les années 2000 ou il vit aujourd'hui dans les années 2010 (Kydd&Walter, 2006). Le terrorisme est devenu un phénomène beaucoup plus complexe en raison des causes se trouvant en corrélation avec les échecs sociaux, comme des fautes commises dans différents domaines du service public : l'éducation, l'immigration, la jeunesse, l'économie, la diplomatie, etc. Contre l'avis commun que ce sont surtout les démocraties libérales qui sont

---

<sup>39</sup> Selon nous, originaire de la péninsule Arabique, le salafisme est avant tout un combat contre la diversité dans l'islam, c'est-à-dire contre les formes d'islam "périphériques" qui sont les fruits de l'inculturation dans différents pays musulmans non-sémitiques. En ce qui concerne le djihadisme, c'est un concept théologique politisé et servant d'un marteau idéologique dans les mains des islamistes radicaux (Byman, 2015).

particulièrement vulnérables devant cette chimère, notons que c'est plutôt l'image de leur victimisation et l'importance de leurs stigmates sont médiatiquement plus visibles et significatives (Lebens, 2016)<sup>40</sup>.

Certes, Al-Qaïda et l'État islamique sont deux organisations terroristes les plus redoutables qui incarnent le djihadisme, mais elles se distinguent fondamentalement comme dans leurs objectifs finaux, dans leurs stratégies, dans l'usage des méthodes pour atteindre à ces objectifs, mais également elles se placent dans différents repères chronologiques. Si l'État islamique se place dans la mode de l'Âge d'Or islamique et vise à restaurer le califat sur un territoire donné, alors Al-Qaïda mène un djihad global, par les réseaux internationaux décentralisés et autonomes, avec des frappes ponctuelles<sup>41</sup>. Cette stratégie d'Al-Qaïda est le résultat de l'évolution de sa guerre de partisans qu'il a mené contre l'armée régulière soviétique et qu'il a peaufinée en Irak en menant une guerre non-conventionnelle contre l'ennemi<sup>42</sup>.

Après la guerre du Golfe (1990-1991), les activités terroristes d'Al-Qaïda s'intensifient. L'organisation adopte une nouvelle approche dans sa lutte anti-américaine qui a reçu un grand écho chez les djihadistes du monde entier. Al-Qaïda a réussi d'organiser les premiers actes de terrorisme contre les symboles de la puissance américaine : le Centre de commerce mondial

---

<sup>40</sup> Il me semble que la démocratie est vulnérable devant le terrorisme islamique à cause de ses caractères intrinsèques comme le droit de l'homme et de la liberté de mouvement, la régulation de l'usage de la force, etc. Cela se confirme encore par le fait que les régimes autoritaires (comme ceux de S. Hussain, M. Kadhafi, V. Putin, etc.) ont combattu l'islamisme et le djihadisme avec succès (Walid, 2007). Selon nous, les terroristes islamistes sont semblables aux révolutionnaires européens du 19<sup>e</sup> s. Autant ils sont médiatisés et "héroïsés" par la machine de la show-culture américaine, autant ils se sentent importants et ils contaminent les autres. Une des méthodes efficaces de la lutte antiterroriste des régimes autoritaires (Russie) ou sécuritaires (Israël) consiste en extermination pure et simple (sans jugement et avec discrétion) des cellules terroristes.

<sup>41</sup> <http://nationalinterest.org/feature/isis-vs-al-qaeda-jihadism%E2%80%99s-global-civil-war-12304>.

<sup>42</sup> Il est naïf de penser qu'une telle organisation bien structurée comme Al-Qaïda a été créée en une courte durée et sans l'assistance de grands acteurs étatiques. Nous voyons l'image progressive de la création de cette organisation par Ben Laden qui avait à la fois de profondes convictions religieuses et un excellent savoir-faire occidental. Notons encore que le péché originel du gouvernement américain est son programme afghan mené sous le nom de code "Opération Cyclone". Mais le fait le plus étonnant est l'accueil que le président américain R. Reagan donna aux djihadistes afghans à la Maison-Blanche en juin 1986 en les comparant aux Pères fondateurs des États-Unis (Bearden&Risen James, 2004).

(1993), les ambassades américaines au Kenya and en Tanzanie (1998), les navires de guerre Cole et The Sullivans (2000). Ces attaques ont marqué le début d'une nouvelle ère des actes terroristes et ont augmenté davantage la réputation de cette organisation dans le monde islamique. À ce temps-là, Al-Qaïda avait besoin de montrer ses dents et redorer son blason. Après le recul d'Oussama Ben Laden et de ses partisans du Soudan vers le Waziristan (région frontalière entre l'Afghanistan et le Pakistan) en 1996, cette organisation avait besoin de faire du bruit pour attirer de nouveaux fonds. Certainement, les plus importants actes terroristes sont les attentats du 11 septembre 2001 qui, non uniquement ont donné un nouveau format à la question du terrorisme et de la sécurité publique, mais également ont ouvert une nouvelle page dans la confrontation entre la démocratie libérale et l'islam radical (Byman, 2015).

Ici encore, la stratégie de la terreur d'Al-Qaïda se diffère de celle l'État islamique. Il combat l'ennemi partout dans le monde et vise à déstabiliser les états, et non pas à les administrer ou à créer un autre. Il est plutôt guidé par un but contextualisé, et non par une règle religieuse. L'État islamique, au contraire, mène un combat contre l'ennemi sur place et s'attache à s'installer sur un territoire donné et à stabiliser le mouvement djihadiste dans une structure étatique. Pareil, à la différence de la hiérarchie dans l'État islamique, ayant un leader spirituel en tête, les dirigeants d'Al-Qaïda ne sont pas des chefs religieux et ne revendiquent aucun titre spirituel. C'est donc à cause de ces différences stratégiques et structurelles que l'État islamique s'est constitué une cible trop visible pour ses adversaires, car étant territorialisé il est bien identifiable. Au contraire, Al-Qaïda est plus difficile à éradiquer car il est camouflé dans les sociétés et il n'est pas visible aux yeux publics<sup>43</sup>.

---

<sup>43</sup> La perception que les États-Unis avaient sur le terrorisme quand ils sont entrés en guerre contre Al-Qaïda s'est avérée d'être complètement fausse. D'abord, les Américains ne s'attendaient pas à une telle évolution des événements. Ils pensaient qu'Al-Qaïda est une simple organisation terroriste comme les organisations nationalistes européennes (ETA, IRA, etc.) et la destruction des campements militaires des djihadistes en Afghanistan mettrait fin

Par sa rhétorique le président Obama a créé plutôt un brouillard que le vrai changement de la politique des États-Unis dans sa lutte contre le terrorisme global (Stern, 2015). Selon nous, le président américain n'avait ni la volonté politique ni le grand support administratif pour réaliser ce qu'il avait promis à ces électeurs. Au lieu d'exterminer les foyers terroristogènes existants il en a créé d'autres. Par son support au Printemps arabe et le chaos semé dans ces sociétés-là il a cultivé de nouveaux djihadistes. Mais le péché mortel qu'il a commis consiste en son erreur de jugement dans la question du transfert du pouvoir après la retraite des troupes américaines de l'Irak. Alors, il ne fallait sûrement pas créer un pouvoir centralisé, autant plus de le concentrer dans les mains des chiites ce qui a tant stigmatisé les sunnites, leurs ennemis de toujours, et a causé la collapse de ce pays et a renforcé l'État islamique. Certes, la guerre des drones a rapporté certain gain, mais elle a augmenté le sentiment anti-américain auprès de la population locale à cause des frappes imprécises ou injustifiées<sup>44</sup>.

L'aspect le plus ombrageux dans l'étude d'Al-Qaïda et des autres organisations terroristes reste la liste des amis et des ennemis. Qui sont les vrais amis et les vrais ennemis d'Al-Qaïda ? Sans évoquant quelconque état je dirais plutôt que le plus grand ennemi idéologique d'Al-Qaïda est la modernité occidentale dont certains éléments ont été mis en place dans les sociétés musulmanes. Alors, les plus grands alliés et amis dévoués de tous les temps restent ses sympathisants dans les sociétés musulmanes et ses agents dormants (*sleeper agents*) dans les pays occidentaux<sup>45</sup>.

---

à son existence (Hoffman, 2015). Ainsi, ils ont essayé d'anéantir Al-Qaïda avec une force de l'armée régulière ce qui a métastasé le terrorisme. De son côté, Ben Laden n'excluait pas une intervention américaine en Afghanistan, mais il pensait qu'il se heurterait à une résistance comparable à celle donnée aux Soviétiques (Leffler, 2011).

<sup>44</sup> Il existe une double illusion chez les terroristes, qui espèrent changer l'ordre du monde par la violence, et chez les autorités, qui pensent qu'ils sont capables d'éradiquer la violence (Mueller&Stewart, 2012). Selon nous, le terrorisme est sans couleur religieux et sans odeur politique, et les Américains ne voient pas clairement que le terrorisme sur le sol américain est plutôt lié aux problèmes du contrôle d'armes.

<sup>45</sup> Nous sommes en accord avec l'idée d'Hegghammer (2016) que le djihadisme sera une menace permanente pour les pays européens. Les raisons sont nombreuses et elles remontent au choix politique des pays européens pour l'immigration massive de la population venant des régions sensibles du monde. Ce choix du modèle d'immigration subie sur la politique d'immigration choisie a permis une masse de gens hostiles à la modernité occidentale et au

Le premier affrontement entre le monde islamique et le monde russe s'est fait en Afghanistan. Non seulement la guerre afghane est devenue un jeu politique perdu pour les Soviétiques et un évènement précurseur la chute de l'URSS, mais elle est devenue la première guerre entre l'armée régulière et l'insurrection islamiste, entre les idéologies communiste et djihadiste. Il faut toutefois noter que le djihadisme antisoviétique en Afghanistan n'était pas aussi homogène. Il y avait des divergences culturelles et religieuses entre les djihadistes arabes and les moudjahidines afghanes. Même si les fonds saoudiens finançaient les écoles coraniques (*madrasas*) en Afghanistan, les instructeurs s'inspiraient de l'islam wahhabite et les étudiants en théologie (*taliban*) étaient radicalisés sur ce terrain idéologique, cependant la culture religieuse locale avaient et garde encore beaucoup d'éléments du soufisme (Green, 2016).

La guerre dans le Caucase du Nord était le deuxième et le plus virulent combat des Russes contre l'insurrection islamiste. Comme nous avons déjà mentionné, pour les états arabes la question de la Tchétchénie avait une importance secondaire et aucun dirigeant arabe n'a pas exprimé officiellement sa sympathie pour l'indépendance de cette région. Pourtant, le support des cercles proches des gouvernements des pays du Golfe aux indépendantistes tchéchènes était important (Vidino, 2006). Les fonds non-officiels subventionnaient les islamistes tchéchènes, un fait qui agaçait beaucoup l'autorité russe. Les gouvernements de ces pays arabes jouaient un double jeu. D'un côté ils condamnaient les actes terroristes en Russie et les attaques des djihadistes dans le Caucase russe, mais de l'autre côté ils fermaient les yeux sur le financement des islamistes en Russie et ne faisaient pas grandes choses pour l'entraver (Hahn, 2016).

---

mode de vie européen de se territorialiser. De l'autre côté, la population de souche embourgeoisée contrôlant la richesse du pays a isolé économiquement les immigrants dans une atmosphère de discrimination sociale (Hellyer, 2009). La crainte que l'Europe ne puisse pas "digérer" un tel nombre de population hétérogène est réelle et les risques des incursions islamistes en Europe sont grands.

La troisième confrontation de la Russie contre les islamistes se déroule en Syrie. La Russie avait un choix de faire profil bas et de se limiter de la rhétorique politique, comme elle l'a fait après l'invasion de l'Afghanistan et l'Irak, mais l'expansion de l'OTAN (Kanet, 2011) et l'exportation forcée de la démocratie occidentale vers les ex-républiques soviétiques ont suscité le courroux de la machine militaire et ont provoqué de la politique réactive de la Russie (Ambrosio, 2009).

### *3.2.L'exportation de la démocratie occidentale : les révolutions de couleur et printemps arabes*

La question de l'exportation de la démocratie de type occidental vers les sociétés non-occidentales est très controversée. Certes, comme un modèle politique parmi d'autres formes de la gouvernance la démocratie crée meilleures conditions pour la solidité et la durabilité d'un état souverain, cependant la pratique de la politique internationale montre que souvent elle n'est pas un choix libre ou un résultat de l'évolution progressive d'une société, mais elle est imposée aux sociétés traditionnelles par la force ou par les coups d'état (Robinson, 1996; Blum, 2013). En effet, la démocratie est devenue un utile politique et un instrument coercitif dans les mains des dirigeants des puissances occidentales, et surtout des États-Unis (Coyne, 2008)<sup>46</sup>.

C'est donc dans cet esprit d'exportateur de produit politique qu'après la chute de l'Union soviétique les États-Unis et les pays européens sont intensifiés leurs efforts de rendre démocratique les pays de l'ex-bloc de l'Est (Heydemann, 2017) et les sociétés islamiques (Saikal, 2003). Si l'exportation de ce produit géopolitique par les pays occidentaux n'a pas eu de grand succès dans les pays musulmans<sup>47</sup>, la Russie a vu dans le processus de la démocratisation un prétexte pour l'expansion de la culture politique et des forces militaires de l'OTAN vers ses

---

<sup>46</sup> Cette politique d'exportation forcée de la démocratie crée un danger de l'effet de la diabolisation des états souverains. Les pays ne partageant pas les mêmes valeurs culturelles avec les pays occidentaux risquent de devenir victimes de la vision du monde dualiste (manichéenne) : le monde partagé entre les démocraties libérales (et les pays-amis de celles-ci) et les pays caractérisés comme empire du Mal (le président américain Reagan à propos de l'URSS) ou l'axe du Mal (le président G. W. Bush à propos de l'Iran, de l'Irak et de la Corée du Nord).

<sup>47</sup> <https://www.opendemocracy.net/article/democratising-the-muslim-world>.

frontières<sup>48</sup>. Deux événements ont surtout augmenté la méfiance de la Russie vis-à-vis des pays occidentaux et ont stimulé sa vigilance géostratégique : la révolution des roses en Géorgie (novembre 2003) and la révolution orange en Ukraine (novembre 2004). Les changements des régimes dans les ex-républiques soviétiques, que la Russie considère comme la zone de son influence politique, ont été provoqué par le résultat des élections frauduleuses. Ils ont mis fin aux pouvoirs autoritaires des anciens fonctionnaires soviétiques, E. Chevardnadzé and L. Koutchma et ils ont réorienté la politique de la Géorgie et de l'Ukraine vers l'Occident (Finkel&Brudny, 2012).

Certainement, les racines de la rupture de la Géorgie avec la Russie remontent de l'ère de la conquête du Caucase par la Russie au 19<sup>e</sup> s., mais les raisons de cette séparation sont liées au rôle des Russes joué dans les conflits abkhazo-géorgien et ossétino-géorgien. Durant l'ère postsoviétique, d'une manière non-officielle la Russie a soutenu les ambitions de ces régions indépendantistes. Elle assurait sa présence militaire en se déguisant en force de maintien de la paix (George, 2009) ce qui était vu à Tbilissi comme un acte malveillant contre l'état géorgien. Animés par la pensée que ces territoires ont été envahis par les Russes et conscients du fait que le président E. Chevardnadzé n'est pas capable de reformer le pays, les Géorgiens, en tête du jeune et charismatique politicien M. Saakachvili, ont massivement protesté contre les résultats de l'élection parlementaire confrontant deux forces antagonistes: prorusse, symbolisant la stagnation et la corruption, et prooccidental, incarnant les idées de la démocratie et du développement économique (Fairbanks, 2004).

Le même combat dichotomique des forces pro-russe et pro-occidentales s'est déroulé en Ukraine. Également éprouvant une rancune historique contre la Russie, une grande partie de la population ukrainienne s'est inspirée de la victoire des forces démocratiques en Géorgie et s'est

---

<sup>48</sup> <https://www.theatlantic.com/international/archive/2016/12/russia-liberal-democracy/510011/>.

élevée contre les résultats de l'élection présidentielle. Officiellement battu par le candidat prorusse V. Ianoukovytch, le candidat proeuropéen V. Iouchtchenko avec son alliée politique I. Timochenko ont organisé des manifestations massives. Sous une énorme pression des protestataires, la Cour suprême du scrutin a décidé d'annuler les résultats de l'élection et d'organiser un nouveau vote octroyant cette fois-ci la victoire aux forces pro-occidentales (Wilson, 2005).

La Russie a considéré ces révolutions comme ingérence des gouvernements occidentaux dans les affaires des états-amis et un acte hostile contre ses intérêts (Mitchell, 2012). Certes, les Russes possédait encore des utiles économiques (surtout le levier de ses exportations du gaz et du pétrole vers ces pays) pour faire pression sur ces deux pays devenus "rebelle" et amortir les conséquences politiques néfastes, mais à long terme toutes ses pressions sur la Géorgie et sur l'Ukraine n'ont pas amélioré leurs relations avec la Russie. Au contraire, elles ont agrandi leurs contradictions (Finkel&Brudny, 2012).

Ainsi, s'inspirant du succès de ces révolutions de couleur, les idéologues de l'exportation de la démocratie ont soutenu financièrement, logistiquement et militairement les contestations de la population dans les pays arabes connus sous le nom collectif Printemps arabe. Cette vague des démonstrations non-violentes et violentes a commencé en Tunisie (2010) et est passée par la Libye, Egypte, Yémen, entraînant chutes des régimes et guerres civiles<sup>49</sup>. Elles ont été causées par différents problèmes sociaux comme l'injustice sociale, le manque de liberté économique, l'oppression politique, le taux élevé de chômage et de pauvreté, la discrimination ethnique ou religieuse (Gelvin, 2015). Cependant, à l'exception de la Tunisie, le Printemps arabe n'a pas

---

<sup>49</sup> Malgré l'intensité et la durée des démonstrations, ces mouvements protestataires n'ont pas entraîné un changement de régime dans les autres pays du monde islamique comme au Bahreïn, au Maroc, en Iraq, en Algérie, en Iran, au Liban, au Jourdain, au Koweït, Oman et Soudan. Des protestations de petite envergure ont été organisées au Djibouti, en Mauritanie, dans l'Autorité palestinienne, en Arabie Saoudite (Haas, 2017).

donné les résultats voulus. Les démonstrations se sont transformées en incursions islamistes, notamment en Égypte, en Libye et en Syrie (Hamid, 2014).

En présentant l'arrivée au pouvoir et la survie politique des chefs d'état qui gouvernaient (ou continuent à gouverner) sur les pays arabes, dans un parallèle figuratif, un des spécialistes en la matière les compare aux Mamelouks (Filiu, 2015). Étant des chefs militaires et liées aux structures mafieuses, ces Mamelouks du monde arabe financent les guerres, les conflits et les complots interétatiques en vue d'obtenir de nouveaux profits économiques et des gains politiques<sup>50</sup>. Le manque de volonté de réaliser une libéralisation du champ politique et économique, les zizanies entre les pays arabes, leur combat sans succès contre l'Israël ont précipité le train de la révolution dans la direction d'explosion sociale massive. De l'autre côté, les éléments religieux radicaux ont ressurgi pour détrôner les idoles politiques. Ceux-ci, qui avaient été refoulées par la force militaire vers la couche basse et les périphéries de la société, ont pris la revanche pour les longues années de persécution et d'inactivité politique (Hamid, 2014).

Mais les dictateurs arabes n'étaient pas autogènes et ils avaient comme des amis et des parrains politiques dans la classe dirigeante des pays occidentaux. En effet, l'Occident les a engendrés, l'Occident les a condamnés à mort. Les anciens amis devenus ennemis (O. Ben Laden, S. Hussein, etc) et les grands perdants des révolutions arabes (H. Moubarak, Z. Ben Ali, M. Kadhafi, etc.) ont été jadis endossés par de grandes puissances et jouaient sur leur échiquier

---

<sup>50</sup> Selon nous les pays arabes n'ont pas pu être politiquement stabilisés pour des raisons suivantes: 1) Ils étaient souvent (ou toujours) intégrés dans un empire et leurs sociétés n'avaient pas le goût de vivre dans un état souverain 2) Les frontières et les zones d'influences politiques entre les états arabes sont fictives 3) Les premiers dirigeants politiques ont simplement voulu copier-coller le système politique occidental dans leur pays ce qui n'a pas fonctionné 4) En absence des lois protégeant la vie et la propriété privée, ce sont les dirigeants des clans, les ethnarques des minorités ethniques ou les chefs spirituels des minorités religieuses qui assurent la sécurité des membres de la communauté par une force armée 5) Le partage et le repartage des sphères d'influence économique.

politique (Owen, 2014)<sup>51</sup>. Dans les yeux de V. Poutine, les évènements qui ont eu lieu sur la place Tahrir en Egypte et la place Maïdan en Ukraine, et les tragédies qui les ont suivies, avaient les mêmes auteurs – les Occidentaux (Owen&Moore2017).

### *3.3.L'Empire contre-attaque: le conflit géorgien, la crise ukrainienne et l'intervention en Syrie*

Le conflit géorgien (2008), la crise ukrainienne (2013) et l'intervention en Syrie (2015) sont des expressions de la politique réactive de la Russie. Au sens géopolitique ce ne sont pas une simple manifestation de la force ou des contre-attaques militaires, mais des actions punitives contre les forces soutenues par l'Occident afin de limiter l'influence des pays occidentaux sur ces régions (Dunn&Bobick, 2014). Dans cette perspective, la guerre russo-géorgienne de cinq jours n'était pas un simple conflit régional, mais elle a eu une conséquence significative sur la politique internationale. Indépendamment des causes et des motifs de cette guerre, l'offensive lancée de l'armée russe contre la Géorgie a été vue comme un défi à l'ordre international (Cornell&Starr, 2009)<sup>52</sup>. C'était la première fois que dans l'ère post-soviétique la Russie usait de la force contre un état indépendant, un ancien allié avec qui elle a des liens historiques et culturels. Selon nous cette guerre a révélé quelques importants aspects concernant les relations entre la Russie et l'Occident. Avant tout cela a montré l'échec de la politique des États-Unis et de l'Union européenne d'assurer la paix et la stabilité dans la région (Astrov, 2011). Ensuite, le flirt politique avec les pays ex-soviétiques contre le gré de la Russie s'est montré très dangereux pour

---

<sup>51</sup> Le modèle algérien est commun à tous les pays arabes sortis du colonialisme occidental : la confrontation entre les forces politiques et religieuses, l'établissement d'une junte militaire, des coups d'états et des révolutions de palais successifs. Il est intéressant de voir les raisons qui ont sauvé l'Algérie au pire scénario du Printemps arabe qui a rasé les régimes dans les pays voisins. Le dirigeant algérien A. Bouteflika l'a échappé belle. D'abord, son régime n'était pas aussi insupportable que ceux des grands dictateurs de l'Afrique du Nord. Puis il a usé de son sens de conciliation dans les négociations avec des forces opposantes. Et enfin, exceptionnellement il a joui d'un soutien de certains pays occidentaux qui l'ont aidé à rester au pouvoir (Cheriet, 2014).

<sup>52</sup> Selon nous, M. Saakashvili voulait transformer le conflit gelé en une crise internationale et obtenir le support de l'Union européenne et les États-Unis. Mais le président géorgien a mal calculé son coup : d'une côté les pays occidentaux n'avaient le moindre désir de suivre son scénario aventureux, et de l'autre côté, la Russie est entrée en pleine guerre avec la Géorgie (Rahman, 2009).

ces états-ci. Enfin, l'encouragement de ces pays dans leur marche hésitante vers l'association à l'Union européenne et vers l'intégration à l'OTAN a créé des illusions politiques et des sentiments antirusse (Tsygankov, 2009)<sup>53</sup>.

Malgré que l'action militaire a nuit l'image de la Russie et elle a augmenté la méfiance de la communauté internationale vis-à-vis ce pays, cette guerre était une victoire militaire et géostratégique pour la Russie. Cette victoire est devenue un précédent pour les futures interventions militaires. Par cette guerre la Russie a rappelé à tous ceux qui s'illusionnent ayant une courte mémoire historique, qu'elle reste une puissance militaire, et en tant que telle, ses intérêts doivent être pris en considération. En ce qui concerne la Géorgie, ce pays est devenu la victime de la grande erreur du jugement du président Saakashvili. Celui-ci a perdu le sens de la réalité en sous-estimant le degré d'antipathie personnelle que le président Poutine éprouvait à son égard et en surestimant la volonté des pays occidentaux d'entrer en guerre contre la Russie (Cornell&Starr, 2009).

Malgré la guerre avec la Géorgie, le président Medvedev (2008-2012) a entretenu des relations plus ou moins compréhensives avec les pays occidentaux. À son retour à la présidence, V. Poutine a repris sa ligne de la politique dure envers ses adversaires intérieurs et extérieurs. Malheureusement, l'Union européenne et les États-Unis n'ont pas tiré une leçon de leurs erreurs qui ont provoquées la guerre russo-géorgienne<sup>54</sup>. Pareillement, comme c'était dans le cas de la Géorgie, les illusions romantiques et les espoirs sentimentaux de l'Ukraine se sont heurtés à la réalité terrible de la machine militaire russe. C'est ainsi que la Russie est intervenue en Ukraine

---

<sup>53</sup> Malgré son caractère autoritaire, durant les années de la présidence de Saakashvili, les Américains l'ont beaucoup soutenu par l'aide militaire et par le support politique. Cela a beaucoup encouragé le chef géorgien qui a commencé à user de la rhétorique agressive contre les régions séparatistes et contre la Russie même (Svante&Starr, 2009).

<sup>54</sup> Et pourtant, une très simple leçon de physique. Comme tout corps matériel, un pays de telle grandeur a aussi son champ de gravitation et la zone de son influence politique. Ignorer cette réalité est similaire à ignorer les lois de la physique et refuser de voir les choses telles qu'elles sont réellement. Quand il s'agit de la Russie, quand ce pays se sent menacé et son honneur d'une grande puissance militaire mis en question, elle réagit fermement. D'ailleurs, le concept d'honneur est une catégorie absolue dans la société et dans la politique russe (Tsygankov, 2012).

pour la déstabiliser et avorter l'accord de l'association avec l'Union européenne (Bachmann&Lyubashenko, 2014). Après le renversement du régime prorusse en février 2014, la Russie a orchestré l'annexion de la Crimée et elle a soutenu militairement les séparatistes de la région russophone du Donbass (Sakwa, 2015). Alors, considérant ces actions comme une agression contre l'Ukraine et un affront aux démocraties libérales, les pays occidentaux ont imposé de lourdes sanctions contre la Russie. En riposte à ces sanctions, la Russie a lancé son propre programme d'anti-sanctions (Bond&Odendahl, 2015).

La Syrie est le troisième volet de la confrontation de la Russie contre les forces soutenues par l'Occident (Phillips, 2016). La Russie n'est pas un acteur nouveau au Moyen-Orient qui est limitrophe à ses frontières australes, mais son entrée en guerre en Syrie est conditionnée par certains facteurs. Le premier facteur est lié aux intérêts géopolitiques. La Russie reste le seul pays non-occidental qui a la volonté politique et la capacité de jouer un rôle indépendant et cohérent au Moyen-Orient. Ainsi, par son intervention militaire la Russie pensait regagner les positions géostratégiques perdues dans cette région après la chute de l'URSS (Kozhanov, 2016) et de perpétuer sa présence dans la mer Méditerranéenne à travers de ses bases militaires en Syrie (Kozhanov, 2016).

Le deuxième facteur est lié à la question de la sécurité domestique. Tous les bouleversements sociaux ou les opérations militaires dans la région moyen-orientale peuvent causer l'anxiété en Russie. Ainsi, des milliers d'islamistes issus du Caucase russe et des ex-républiques soviétiques font parties des organisations et des groupes terroristes luttant contre le président Assad. Leur victoire dans le champ de bataille ou leur retour en Russie pourrait augmenter les risques des actes terroristes en Russie et causer les tensions dans les foyers sensibles dans le Caucase russe.

Pour prévenir un tel scénario, la Russie vise leur extermination physique en Syrie (Notte, 2016)<sup>55</sup>.

Le troisième facteur est lié à l'exposition du potentiel militaire de l'armée russe. La participation à la guerre en Syrie pour la Russie est une bonne occasion de montrer la supériorité des armes russes en vue de sa commercialisation facile au Moyen-Orient. Autrement dit, la Syrie sert du polygone d'essai et de la vitrine d'exposition des armes russes.

Le quatrième facteur est lié aux intérêts économiques russes. Cette région est importante pour le développement commercial de la Russie qui voit ces intérêts économiques rétrécis et ses entreprises chassées en permanence à cause des conflits au Moyen-Orient. De l'autre côté, les milieux politiques et les cercles commerciaux occidentaux créent des obstacles aux entreprises russes du secteur énergétique pour qu'elles entrent dans les marchés moyen-orientaux. La présence militaire russe en Syrie pourrait donc assurer le rôle de garant des investissements des géants pétroliers et gaziers russes<sup>56</sup>.

Certes, les facteurs susmentionnés sont des motifs importants pour comprendre la décision de la Russie d'entrer en guerre en Syrie, mais selon nous la plus grande motivation politique dans la prise de décision était la question de l'exportation de la démocratie et de la pratique des pays occidentaux du changement des régimes non-désirés (Kinzer, 2006). Pour l'élite politique et la population russe, les pays occidentaux n'ont pas la légitimité de décider le sort de tel ou tel pays

---

<sup>55</sup> Nous sommes contre l'idée que les Russes ont ouvert les frontières pour que les islamistes du Caucase russe quittent la Russie et ne commettent pas des attentats durant les Jeux Olympiques en 2014 (International Crisis Group, 2016). D'abord, il serait naïf et injuste d'accuser la Russie de l'exportation des djihadistes vers la Syrie et l'Irak (Mueller&Stewart, 2012). Les deux guerres en Tchétchénie et les opérations de la libération des otages civiles des mains des islamistes (l'école à Beslan, le théâtre Doubrovka à Moscou, etc.) nous ont clairement montré que le pouvoir russe ne négocie pas avec les terroristes. Il les chasse, il les tue, en persécutant et mettant aux prisons tous ceux qui sont soupçonnés d'avoir un moindre lien avec eux. Et autant plus, dans le contexte syrien, pour le président russe il n'y a qu'une force légitime avec qui on peut négocier – c'est le pouvoir gouvernemental et toutes autres forces sont destinées à l'élimination. C'est dans cette logique que dans sa première phase de l'opération en Syrie, la Russie reconnaissait uniquement la légitimité du pouvoir d'Assad, et les autres formations politico-militaires étaient considérées comme des groupes terroristes. Par la suite la diplomatie russe a dû adoucir sa position (Phillips, 2016).

<sup>56</sup> <http://www.washingtoninstitute.org/fikraforum/view/russias-energy-goals-in-syria>.

à cause des contradictions qu'il a avec les dirigeants antagonistes. Contre cette politique interventionniste, la Russie défend le principe de la Charte des Nations Unies sur la non-intervention dans les affaires intérieures d'un état et se réfère aux interventions militaires et ingérences politiques des occidentaux qui ont ruiné beaucoup de pays et ont causé tant de souffrances à leur population (Allison, 2013b).

Selon la Russie, la confrontation avec la Syrie est un autre exemple d'agression de l'Occident sur un état souverain et sur un état-ami du Kremlin, sous prétexte de la perte d'illégitimité d'Assad à cause de son pouvoir autoritaire<sup>57</sup>. V. Poutine a maintes fois remarqué que le style de gouvernance ou l'orientation politique d'un chef d'état ne peuvent pas servir de prétexte de l'ingérence dans les affaires internes et de l'intervention militaire contre un pays souverain. Cette position est également inscrite dans le document officiel appelé "Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie"<sup>58</sup> et elle a été reprise par le ministre des Affaires étrangères S. Lavrov dans son article intitulé "La philosophie de la politique extérieure de la Russie"<sup>59</sup>. La Russie lie la question de la légitimité de sa présence en Syrie à cette question et justifie son intervention en Syrie par la demande d'aide adressée au président Putin par le chef d'état syrien<sup>60</sup>. De leur côté, les opposants du régime syrien rejettent la légitimité même du président Assad et, en conséquence, ils affirment la nullité de cette demande<sup>61</sup>.

---

<sup>57</sup> D'ailleurs, la crainte du changement du régime orchestré par les pays occidentaux est ressentie par la Turquie, l'Iran et, à un certain niveau, également par la Russie. C'est probablement cette crainte qui consolide davantage leur entente politique (Larrabee & Alireza, 2013).

<sup>58</sup> [http://www.mid.ru/fr/foreign\\_policy/official\\_documents/-/asset\\_publisher/CptICk6BZ29/content/id/122186](http://www.mid.ru/fr/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICk6BZ29/content/id/122186).

<sup>59</sup> [http://www.mid.ru/en/foreign\\_policy/news/-/asset\\_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/212439](http://www.mid.ru/en/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/212439).

<sup>60</sup> [https://www.huffingtonpost.com/entry/russia-airstrikes-syria-international-law\\_us\\_560d6448e4b0dd85030b0c08](https://www.huffingtonpost.com/entry/russia-airstrikes-syria-international-law_us_560d6448e4b0dd85030b0c08).

<sup>61</sup> <http://valdaicclub.com/a/highlights/arguments-for-and-against-keeping-bashar-al-assad-as-syria-s-president/>.

## Conclusion

Ce mémoire avait pour ambition d'étudier le monde russe et les sociétés islamiques, de comprendre leur corrélation et d'analyser les contradictions qu'ils ont avec l'Occident. Cette étude a permis de constater que les sociétés russes et islamiques ont des divergences idéologiques avec les pays occidentaux ce qui crée les contradictions politiques et augmente le sentiment de méfiance mutuelle. Il devient clair que l'ignorance ou la négligence de ces divergences par les décideurs politiques occidentaux favorise davantage l'apparition des nouveaux foyers des conflits.

Nous avons noté que l'imposition forcée de la démocratie risque de donner des résultats contraires, car les pays qui ont leurs propres concepts de l'éthique politique ne sont pas prêts au changement radical. De plus, nous avons constaté que la politique normative et l'interventionniste des pays occidentaux déclenche la politique réactive de la Russie et en rendant le droit international illusoire à cause du double langage.

On ne peut pas contredire à l'idée que l'égalité entre les pays est une norme de l'éthique et du droit international. En effet, communiquer à l'extérieur de son univers et comprendre surtout les besoins vitaux des pays non-occidentaux ayant une force redoutable de frappe est à l'intérêt même des pays occidentaux. Mais malheureusement la lutte contre les préjugés est encore loin d'être gagnée. Il nous reste à espérer que la communauté internationale saura surmonter ces préjugés et aura le courage à repousser la tentation d'imposer quelconques normes de l'éthique politique autres que celles issues du droit international.

Actuellement, dans le contexte international, les sociétés occidentales se trouvent devant un dilemme. Soit elles continuent à imposer leur perception de la modernité sur les autres modes civilisationnelles, et surtout sur la Russie et les sociétés islamiques, soit elles acceptent que

l'humanité ait différentes réalités civilisationnelles. Tout changement profond nécessite du temps et de la patience, car la Russie et le monde islamique ont leur propre voie de se démocratiser. Selon nous, la modernisation technologique va apporter des changements sociologiques et anthropologiques nécessaires pour y arriver, car elle va rendre facile la vie des citoyens dans ces espaces politiques et va les motiver à adopter des approches rationnelles et libérales.

À l'exemple des sociétés occidentales, la Russie et les sociétés islamiques vont pacifiquement s'évoluer dans la modernité et dans la démocratie libérale en l'adoptant pièce par pièce et s'y conformant vis par vis. La patience sans critiques négatifs, sans jugement moral et sans agressivité irresponsable est la meilleure attitude des dirigeants politiques des sociétés occidentales. Comme la modernisation pacifique a déraciné le terrorisme nationaliste dans les pays européens, de même manière la politique étrangère basée sur les évidences, et non pas sur la coercition, va créer des plateformes de solide entente.

Comme le chemin de Damas du président russe était long, ainsi la conversion de la Russie en modernité sera progressive.

## Bibliographie

Abdelkader D., Adiong M.N., Mauriello R. *Islam and International Relation: Contribution to Theory and Practice*. New York: Palgrave Macmillan, 2016.

Abrahamov, Binyamin. *Islamic theology: traditionalism and rationalism*. Edinburgh : Edinburgh University Press, 1998.

Ahmed, Shahab. *What is Islam? The Importance of Being Islamic*, Princeton: Princeton University Press, 2015.

Akbarzadeh, Shahram. *Routledge handbook of political Islam*, London-New York: Routledge 2012.

Alfeyev, Hilarion. *The Mystery of Faith: An Introduction to the Teaching and Spirituality of the Orthodox Church*. London: Darton Longman & Todd Ltd, 2004.

Al-Kaabi, Abu Soleyman. *Alliance islamo-russe et l'avenir des relations internationales*, NAWA, 2013.

Allison, Roy. "Russia and Syria: Explaining alignment with a regime in crisis." *International Affairs* 89, no. 4 (2013a): 795–823. London: The Royal Institute of International Affairs.

Allison, Roy. *Russia, the West, and military intervention*, Oxford: Oxford University Press, 2013b.

Al-Qaradāwi, Yusuf. *The lawful and the prohibited in Islam*. Indianapolis (IN): American Trust Publications, 1980.

Ambrosio, Thomas. *Challenging America's Global Preeminence: Russia's Quest for Multipolarity*. London: Routledge, 2007.

Ambrosio, Thomas. *Authoritarian backlash: Russian resistance to democratization in the former Soviet Union*. Farnham (UK)-Burlington (VT): Ashgate, 2009.

Aras, Bulent, and Keyman, Fuat. *Turkey, the Arab Spring and Beyond*, New York: Routledge, 2017.

Asad, Talal. *Formations of the Secular: Christianity, Islam, Modernity*, Stanford: Stanford University Press, 2003.

Astrov, Alexander. *The great power (mis)management: the Russian-Georgian war and its implications for global political order*. Farnham (UK)- Burlington (VT): Ashgate, 2011.

Axiarlis, Evangelia, and Piscatori, James. *Political Islam and the Secular State in Turkey: Democracy, Reform and the Justice and Development Party*, London-New York: I.B.Tauris, 2014.

Bearden Milton, and Risen James. *The Main Enemy: The Inside Story of the CIA's Final Showdown with the KGB*. New York: Presidio Press, 2004.

Baev, Pavel, and Kirişci, Kemal. *An ambiguous partnership: The serpentine trajectory of Turkish-Russian relations in the era of Erdoğan and Putin*, The Center on the United States and Europe. Turkey Project Policy Paper 13, (September 2017).

Bachmann, Klaus, and Lyubashenko, Igor. *The Maidan Uprising, Separatism and Foreign Intervention: Ukraine's complex transition*. Frankfurt am Main : Peter Lang Edition, 2014.

Balázs, Péter. *Turkey and the European Union: strategic partners and competitors*. Budapest: Central European University Press, 2015.

Bassin, Mark, and Pozo, Gonzalo. *The Politics of Eurasianism: Identity, Popular Culture and Russia's Foreign Policy*. London: Rowman & Littlefield International, 2017.

Bhabha, Homi K. *The Location of Culture*. New York: Routledge, 2004.

Bond, Ian, Odendahl, Christian, and Rankin J. "Frozen: The politics and economics of sanctions against Russia." *Centre for European Reform*. Policy brief (2015).

Bicchi, Federica. Challand Benoit, and Heydemann Steven. *The Struggle for influence in the Middle East: the Arab Uprisings and Foreign Assistance*. London-New York: Routledge, 2016.

Blank, J. Stephen. "Towards a New Russia Policy." *Strategic Studies Institute*, February 2008.

Blum, William. *America's Deadliest Export: Democracy*. London-New York: Zed Books (UK), 2013.

Blum, Douglas W. *Russia and Globalization: Identity, Security and Society in an Era of Change*. Washington (D.C) : Woodrow Wilson Center Press ; Baltimore : Johns Hopkins University Press, 2008.

Boulgakov, Serge. *The Orthodox Church*. Crestwood: St Vladimir Seminary Press, 1988.

Böwering, Gerhard. "The Concept of Time in Islam." *Proceedings of the American Philosophical Society* 141, no. 1 (March 1997): 55-66.

Brachman, Jarret, *Global Jihadism: Theory and Practice*, London: Routledge, 2009.

Brands, Hal, and Feaver, Peter. "Was the Rise of ISIS Inevitable?" *Survival* 59, n. 3 (2017): 7-54.

- Brzezinski, Zbigniew. "Putin's Choice." *The Washington Quarterly* 31, no. 2 (Spring 2008): 95-116.
- Byman, Daniel. "Understanding the Islamic State: A review essay." *International Security* 40, n. 4 (2016): 127-165.
- Byman, Daniel. *Al Qaeda, The Islamic State, and the Global Jihadist Movement: What Everyone Needs to Know*. New York: Oxford University Press, 2015.
- Çakir, Armagan Emre. *Fifty years of EU-Turkey relations: a Sisyphean story*. London-New York: Routledge, 2011.
- Calvez, Jean-Yves. "Une doctrine sociale de l'orthodoxie russe ?." *Études* 394, n. 4 (2001): 511-520.
- Cěrný, Hannes. *Iraqi Kurdistan, the PKK and international relations: theory and ethnic conflict*. New York: Routledge, 2018.
- Chebankova, Elena. "Russia's idea of the multipolar world order: origins and main dimensions." *Post-Soviet Affairs* 33, n. 3 (04 May 2017): 217-234.
- Cheriet, Boutheina. "The Arab Spring exception: Algeria's political ambiguities and citizenship rights". *The Journal of North African Studies* 19, n. 2 (15 March 2014): 143-156.
- Clément, Olivier. *The Roots of Christian Mysticism*. New York: New City Press, 1993.
- Clément, Olivier. *L'Église orthodoxe*, Paris : Presses Universitaires de France, 2012.
- Cornell, E. Svante. "War in Georgia, Jitters All Around." *Current History* 107, issue 711 (October 2008): 307-317.
- Cornell, Svante, and Starr Frederick. *The Guns of August 2008: Russia's War in Georgia*. New York-London: M.E. Sharpe, 2009.
- Coyne, Christopher J. *After war: the political economy of exporting democracy*. Stanford (CA): Stanford Economics and Finance, 2008.
- D'Anieri, Paul. *Orange Revolution and Aftermath: Mobilization, Apathy, and the State in Ukraine*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 2010.
- Daniel, Norman. *Islam and the West: the making of an image*, Oxford : Oneworld, 2009.
- Dannreuther, Roland, and March, Luke. *Russia and Islam: State, Society and Radicalism*. London: Routledge, 2010.

- Daushvili, Alexander. *The Georgian-Russian War*. New York: Nova Publishers, 2015.
- Delanoë Igor. Russie-Israël: les défis d'une relation ambivalente. *Politique étrangère* 78, no. 1 (Printemps 2013), 119-130.
- Desai, Padma. *Conversations on Russia: reform from Yeltsin to Putin*. New York: Oxford University Press, 2006.
- Donaldson Robert H., Noguee, Joseph L., and Nadkarni, Vidya. *The Foreign Policy of Russia: Changing Systems, Enduring Interests*. Armonk (NY)-London: M.E. Sharpe, 2014.
- Dragneva, Rilka, and Wolczuk, Katarina. *Ukraine between the EU and Russia: The Integration Challenge*. Basingstoke (UK): Palgrave Pivot, 2015.
- Druzhinin, A., İbrahimov, A., and Başkan, A. "Interaction of Russia and Turkey in the post-Soviet period." *Regional Research of Russia* 4, n. 2 (2014): 121-126.
- Dudoignon, Stéphane, and Komatsu Hisao. *Islam in Politics I Russia and Central Asia*. London-New York: Kegan Paul International, 2001.
- Duchesne, Ricardo, *The uniqueness of Western civilization*. Leiden, Netherlands : Brill, 2011.
- Dugin, Alexander. *Introduction to Neo-Eurasianism*. Arktos, 2014.
- Dunn Elizabeth Cullen, and Bobick Michael S. "The empire strikes back: War without war and occupation without occupation in the Russian sphere of influence." *American Ethnologist* 41, n. 3 (2014): 405-413.
- Ekovich, Steven. "Saudi Arabia and the United States: an ambivalent and sustainable alliance." *Confluences en Méditerranée* 97 (April 2016): 101-111.
- Gebara, Rawaa El Ayoubi. "Islamic law and modernity." *Oxford Journal of Law and Religion* 6, n. 2 (June, 2017): 323-346.
- Ghobadzadeh, Naser. *Religious secularity: A theological challenge to the Islamic state*. New York: Oxford University Press, 2015.
- Giddens, Anthony. *Modernity and Self-Identity: Self and Society in the Late Modern Age*. Stanford: Stanford University Press, 1991.
- Gillespie, Michael. *The Theological Origins of Modernity*. Chicago: University of Chicago Press, 2009.
- Göle, Nilüfer. *Islam and Secularity: The Future of Europe's Public Sphere*. Durham: Duke University Press, 2015.

- Graham, William. *Islamic and Comparative Religious Studies: Selected Writings*, London: Routledge, 2010.
- Gvosdev, Nikolas, and Marsh, Christopher. *Russian foreign policy: interests, vectors, and sectors*. Thousand Oaks (CA): CQ Press, 2016.
- Goodman, L. E. "Time in Islam." *Asian Philosophy* 2, n. 1 (01 March 1992): 3-19
- Esposito, John. *Islam: The Straight Path*, New York: Oxford University Press, 2011.
- Esposito, John, *El-Din Shahin, Emad. Islam and Politics*. Oxford: Oxford University Press. 2013.
- Esposito, John, and Tamimi, Azzam. *Islam and secularism in the Middle East*. New York: New York University Press, 2000.
- Evans, Alfred B. "The failure of democratization in Russia: A comparative perspective." *Journal of Eurasian Studies* 2 (2011): 40-51.
- Evdokimov, Paul. *Orthodoxy*. New York : New City Press, 2011.
- Fairbanks, Charles. "Georgia's Rose Revolution." *Journal of Democracy* 15, n. 2 (2004): 110-124.
- Felkay, Andrew. *Yeltsin's Russia and the West*. Westport (CT): Praeger, 2002.
- Feroz, Ahmad. *The Making of Modern Turkey*. London: Routledge, 1993.
- Filiu, Jean-Pierre. *From Deep State to Islamic State: The Arab Counter-Revolution and its Jihadi Legacy*. New York: Oxford University Press, 2015.
- Finkel, Evgeny, and Brudny, Yitzhak. "Russia and the colour revolutions." *Democratization* 19, n. 1 (February 2012): 15-36.
- Finkel, Evgeny, and Brudny, Yitzhak. *Coloured revolutions and authoritarian reactions*. London: Routledge, 2013.
- Geaves, Ron. *Islam and the West post 9/11*. Aldershot (UK): Ashgate, 2004.
- Gillespie, Michael Allen. *The theological origins of modernity*. Chicago: University of Chicago Press, 2008.
- George, Julie A., *The Politics of Ethnic Separatism in Russia and Georgia*. New York: Palgrave Macmillan, 2009.

- Gershenson, Olga. "Is Israel part of Russia?' Immigrants on Russian and Israeli screens." *Israel Affairs* 17, n. 1(01 January 2011): 164-176.
- Goldman, Marshall I. *Petrostate: Putin, Power, and the New Russia*. New York: Oxford University Press, 2010.
- Gelvin, James L. *The Arab uprisings: What Everyone Needs to Know*. New York: Oxford University Press, 2015.
- Green, Nile. *Afghanistan's Islam: from conversion to the Taliban*. Oakland (CA): University of California Press, 2016
- Griffiths, Tom G., and Cardona Euridice C. "Education for Social Transformation: Soviet University Education Aid in the Cold War Capitalist World-System." *European Education* 47, n. 3 (July 2015): 226–241.
- Haas, Mark. *The Arab Spring: The Hope and Reality of the Uprisings*. Boulder (CO): Westview Press, 2017.
- Haddad, Yvonne Y., and Stowasser, Barbara F. *Islamic law and the challenges of modernity*. Walnut Creek (CA): Alta Mira Press, 2004.
- Hafeez, Malik. *Russian-American Relation: Islamic and Turcic Dimensions on the Volga-Ural*. New York: Macmillan Press LTD, 2000.
- Hahn, Gordon. *The Caucasus Emirate Mujahedin: Global Jihadism in Russia's North Caucasus*. Jefferson (NC): McFarland & Company, 2014.
- Hallaq, Wael. *The Impossible State: Islam, Politics, and Modernity's Moral Predicament*. New York: Columbia University Press, 2014.
- Halliday, Fred, and Alavi Hamza. *State and Ideology in the Middle East and Pakistan*, London: Palgrave, 1988
- Hamid, Shadi. *Temptations of power: Islamists and illiberal democracy in a new Middle East*. New York : Oxford University Press, 2014.
- Hamid, Shadi. *Islamic exceptionalism: How the struggle over Islam is reshaping the world*. New York : St. Martin's Press, 2016.
- Harvey, Frank P. *Explaining the Iraq War: counterfactual theory, logic and evidence*. Cambridge-New York : Cambridge University Press, 2012.
- Hegghammer, Thomas. "The Future of Jihadism in Europe: A Pessimistic View." *Perspectives on Terrorism* 10, n. 6 (2016): 155-170.

Hellyer H. A. *Muslims of Europe: The 'Other' Europeans*. Edinburgh: Edinburgh University Press, 2009.

Heydemann, Günther. *From Eastern Bloc to European Union : comparative processes of transformation since 1990*. New York : Berghahn Books, 2017.

Hinnebusch, Raymond. *After the Arab Uprisings*, London-New York: Routledge, 2016.

Hirji, Zulfikar. *Diversity and Pluralism in Islam. Historical and Contemporary Discourses amongst Muslims*. London-New York: I. B. Tauris Publishers, 2010.

Hoffman, Bruce. "A First Draft of the History of America's Ongoing Wars on Terrorism." *Studies in Conflict and Terrorism* 38, no. 1 (2015): 75-83.

Hunter, Shireen. *Islam in Russia the politics of identity and security*, London-New York, Routledge, 2015.

Huntington, Samuel. *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*. New York: Simon and Schuster, 1996.

Hussey, Joan M. *The Orthodox Church in the Byzantine Empire*. Oxford-New York: Oxford University Press, 2010.

International Crisis Group. "The North Caucasus Insurgency and Syria: An Exported Jihad?." *Europe Report* 238, Brussels, March 16, 2016.

Israeli, Rafael. *From Arab Spring to Islamic Winter*. London-New York: Routledge, 2017.

Joobani, Hossein, and Mousavipour, Mostafa. "Russia, Turkey, and Iran: Moving Towards Strategic Synergy in the Middle East?." *Strategic Analysis* 39, n. 2 (2015): 141-155.

Judah, Ben. *Fragile Empire: How Russia Fell In and Out of Love with Vladimir Putin*. New Haven (CT)-London: Yale University Press, 2013.

Juneau, Thomas. *Squandered Opportunity: Neoclassical Realism and Iranian Foreign Policy*. Stanford (CA): Stanford University Press, 2015.

Kelkitli, Fatma Asli. *Turkish-Russian Relations: Competition and Cooperation in Eurasia*. London-New York: Routledge, 2017.

Kanet, Roger. *Russia: Re-emerging Great Power*. Basingstoke (UK): Palgrave Macmillan, 2007.

Kanet, Roger. *Russian foreign policy in the 21st century*. Basingstoke (UK)-New York: Palgrave Macmillan, 2011.

- Karabeshkin Leonid A., and Spechler Dina R. "EU and NATO Enlargement: Russia's Expectations, Responses and Options for the Future." *European Security* 16, n. 3-4 (2007): 307-328.
- Karsh, Efraim. *Islamic Imperialism: A History*. New Haven-London: Yale University Press, 2013.
- Khomiakov, A. Alexei. *The Church is one*. London: Fellowship of St. Alban and St. Sergius, 1968.
- King, Charles. "The Five-Day War", *Foreign Affairs* 87, Issue 6, (Nov-Dec 2008): 2-11.
- Kinzer, Stephen. *Overthrow: America's Century of Regime Change from Hawaii to Iraq*. New York: Times Books, 2006.
- Knysh, Alexander. *Islam in Historical Perspective*. London: Routledge, 2017.
- Kozhanov, Nikolay. "Russian-Iranian Relations through the Prism of the Syrian Crisis". *Insight Turkey* 19, n. 4 (2017): 105-124.
- Kozhanov, Nikolay. *Russia and the Syrian Conflict: Moscow's Domestic, Regional and Strategic Interests*. Gerlach Press, Berlin, 2016.
- Kreutz, Andrej. *Russia in the Middle East: Friend or Foe?* Westport (CT)-London: Praeger Security International, 2007.
- Kuchins, Andrew C., and Zevelev Igor A., "Russian Foreign Policy: Continuity in Change." *The Washington Quarterly* 35, n. 1 (01 February 2012): 147-161.
- Kurt, Hanson. *Turkey's Central Role in the Middle East, Evolving Global Ties, and U. S. Relations*. Nova Science Publishers: New York, 2014.
- Kydd, Andrew, and Walter, Barbara, "The Strategies of Terrorism," *International Security* 31, n. 1 (2006): 49-80.
- Laqueur, Walter. *Putinism: Russia and its future with the West*. New York: St Martin's Press, 2015.
- Larrabee, Stephen, and Alireza, Nader. *Turkish-Iranian Relations in a Changing Middle East*. National Defense Research Institute. Santa-Monica (CA): RAND, 2013.
- Laruelle, Marlène. *Russian Eurasianism. An Ideology of Empire*. Baltimore: The Jon Hopkins University Press, 2008.
- Lebens, Nacos, Brigitte. *Mass-mediated terrorism : mainstream and digital media in terrorism and counterterrorism*, Lanham (MD): Rowman & Littlefield, 2016.

Leffler Melvyn, "September 11 in Retrospect: George W. Bush's Grand Strategy, Reconsidered," *Foreign Affairs* 90, n. 5 (2011): 33-44.

Lewis, Bernard, and Churchill, B. Ellis. *Islam: the religion and the Book*. Upper Saddle River, (NJ): Wharton School Publishing, 2009.

Lombardi, Roland. "Israël et la nouvelle donne géopolitique au Moyen-Orient." *Études internationales* 47, n. 2-3 (2016) : 107-131.

Lutsevych, Orysia. "Agents of the Russian World Proxy Groups in the Contested Neighbourhood." Chatham House. The Royal Institute of International Affairs. *Russia and Eurasia Programme* (April 2016)

Owen, Roger. *The Rise and Fall of Arab Presidents for Life*. Cambridge (MA): Harvard University Press, 2014.

Maher, Shiraz. *Salafi-Jihadism: The History of an Idea*. London : C. Hurst & Co. Publishers Ltd., 2016.

Mankoff, Jeffrey. *Russian Foreign Policy: The Return of Great Power Politics*. Lanham (MD): Rowman & Littlefield, 2012.

Martin, Richard C., Woodward, Mark R., and Atmaja, Dwi, S., *Defenders of reason in Islam: Mu'tazilism from medieval school to modern symbol*. London: Oneworld publications, 1997.

Martinelli, Alberto. *Global Modernization: Rethinking the Project of Modernity*. London-Thousand Oaks (CA): SAGE Publications, 2005.

Masud, Muhammad K., and Salvatore, Armando. *Islam and Modernity: Key Issues and Debates*, Edinburgh: Edinburgh University Press, 2002.

McNabb, David E. *Vladimir Putin and Russia's Imperial Revival*, New York: Routledge, 2015.

Meeker, Michael. *A Nation of Empire: The Ottoman Legacy of Turkish Modernity*, University of California Press, 2002.

Mendelson E. Sarah, and Gerber, P. Theodore. "Soviet Nostalgia: An Impediment to Russian Democratization." *The Washington Quarterly* 29, no. 1 (Winter 2005-6): 83-96.

Meyendorff, John. *The Orthodox Church*. Crestwood (NY): St Vladimir Press, 1996.

Miller, Jon, *The Reception of Aristotle's Ethics*. Cambridge: Cambridge University Press, 2013.

Mitchell, Lincoln. *The Color Revolutions*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 2012.

- Monagan, Andrew. *The new Politics of Russia: Interpreting changes*. Manchester: Manchester University Press, 2016.
- Morozov, Viatcheslav. *Russia's Postcolonial Identity: A Subaltern Epie in a Eurocentric World*. New York: Palgrave Macmillan, 2015.
- Mueller, John, and Stewart, G. Mark. "The Terrorism Delusion: America's Overwrought Response to September 11." *International Security* 37, n. 1 (2012): 81-110.
- Myers, Steven L. *The New Tsar: The Rise and Reign of Vladimir Putin*. New York : Alfred A. Knopf, 2015.
- Nizameddin, Talal. *Putin's New Order in the Middle East*. London: Hurst & Company, 2013.
- Nizameddin, Talal. *Russia and the Middle East: Toward a New Foreign Policy*. London: Hurst & Company, 1999.
- Nodinot, Jean-François. *22 États arabes, une nation*. Paris: Éditions du Sorbier, 1980.
- Notte, Hanna. *Russia in Chechnya and Syria: Pursuit of strategic goals*. Middle East Policy 23, no. 1 (Spring 2016).
- Oktav, Özden Zeynep. *Turkey in the 21st Century: Quest for a New Foreign Policy*, Farnham, Surrey; Burlington (VT), 2011.
- Owen, Matthews, Moore, Jack, and Sharkov, Damien. How Russia became the Middle East's new power broker. *Newsweek* (2/9/17). Tiré de <http://www.newsweek.com/how-russia-became-middle-east-new-power-broker-554227>.
- Papathomas, Grigorios D. *Ethno-Phyletism and the [So-called] Ecclesial "Diaspora"*. St Vladimir's Theological Quarterly 57, n. 3-4 (2013): 431–450.
- Papkova, Irina. *The Orthodox Church and Russian politics*. Washington (D.C.)-New York: Woodrow Wilson Center Press, 2011.
- Pennar, Jaan. *The U.S.S.R. and the Arabs: the ideological dimension*. London : C. Hurst, 1973.
- Phares, Walid. *The war of ideas: Jihad against democracy*. New York: Palgrave Macmillan, 2007.
- Phillips, Christopher. *The battle for Syria: international rivalry in the new Middle East*. New Haven : Yale University Press, 2016.
- Phillips, Christopher. *The battle for Syria: international rivalry in the new Middle East*. New Haven: Yale University Press, 2016.

- Przeworski, Adam. *Democracy in a Russian Mirror*, Cambridge: Cambridge University Press, 2015.
- Purpura, M. Asley. *God, Hierarchy, and Power: Orthodox Theologies of Authority from Byzantium*. New York: Fordham University Press, 2017.
- Rahman Mohammad Sajjadur. Georgia and Russia: What Caused the August War? *Identity, Culture & Politics: An Afro-Asian Dialogue* 10, n. 1 (2009): 132-146.
- Rahman, Fazlur. *Islam and Modernity: Transformation of an Intellectual Tradition*, Chicago: University of Chicago Press, 1984.
- Ramadan, Tariq, *Introduction à l'Éthique Islamique*, Paris : Presses du Chatelet, 2015.
- Rayfield, Donald. "The Georgia-Russia conflict: lost territory, found nation." *Open Democracy* (August 18, 2008).
- Riasanovsky, Nicholas, and Steinberg Mark D. *A History of Russia*, Oxford: Oxford University Press, 2011.
- Riedel, Bruce. *What We Won: America's Secret War in Afghanistan, 1979-89*. Brookings Institution Press, 2014.
- Robert, O. Freedman. *Soviet policy toward the Middle East since 1970*. New York: Praeger Publishers, 1975.
- Robinson, Paul. "Russia's role in the war in Donbass, and the threat to European security." *European Politics and Society* 17, n. 4 (2016): 506-521.
- Robinson, William, I. "Globalization, the World System, and "Democracy Promotion" in U.S. Foreign Policy." *Theory and Society* 25, n. 5 (1996): 615-665.
- Ro'i, Yaacov. *The USSR and the Muslim world: issues in domestic and foreign policy*. New York-London: Routledge, 2016.
- Roudometof, Victor. *Globalization and Orthodox Christianity: the transformations of a religious tradition*. New York: Routledge, 2014
- Rubinstein, Alvin Z., and Smolansky, Oles M. *Regional Power Rivalries in the New Eurasia: Russia, Turkey and Iran*. London-New York: Routledge, 2015.
- Russell, John. "Ramzan Kadyrov: The Indigenous Key to Success in Putin's Chechenization Strategy?." *The Journal of Nationalism and Ethnicity* 36, n. 4 (2008): 659–687.
- Sadiki, Larbi. *The Search for Arab Democracy: Discourses and Counter-Discourses*, New York: Columbia University Press, 2004.

- Said, Edward. *Orientalism*, New York: Pantheon Books, 1978.
- Sajoo, Aryn B. *Muslim modernities: expressions of the civil imagination*, London : I.B. Taurus, 2008.
- Saikal, Amir. *The Arab World and Iran: Turbulent Region in Transition*. New York: Palgrave Macmillan, 2016.
- Saikal, Amir. *Democratization in the Middle East: experiences, struggles, challenges*. Tokyo: United Nations University Press, 2003.
- Salamey, Imad. *The Decline of Nation-States After the Arab Spring: The Rise of Communitocracy*. London-New York: Routledge, 2017.
- Salvatore, Armando. *The Public Sphere: Liberal Modernity, Catholicism, Islam*. New York: Palgrave Macmillan; 2007.
- Sakwa, Richard. *Frontline Ukraine: Crisis in the Borderlands*. London-New York: I. B. Tauris, 2015.
- Schimmel, Annemarie. *Islam: An Introduction*, Albany (NY): State University of New York Press, 1990.
- Schimmel, Annemarie. *Mystical Dimensions of Islam*, Chapel Hill (NC): University of North Carolina Press, 1975.
- Shindler, Colin, *Israel and the World Powers: Diplomatic Alliances and International Relations beyond the Middle East*. London-New York: I.B. Tauris, 2014.
- Schmidtke, Sabine. *The Oxford handbook of Islamic theology*. Oxford: Oxford University Press, 2014.
- Sharp, Andrew. *Orthodox Christians and Islam in the Postmodern Age*, Leiden-Boston: Brill, 2012.
- Schoen E. Douglas. *Putin's Master Plan to Destroy Europe, Divide NATO, and Restore Russian Power and Global Influence*. New York-London: Encounter Books, 2016.
- Service, Robert. *Russia and its Islamic World: From the Mongol conquest to the Syrian military intervention*, Stanford: Hoover Institution Press. 2017.
- Sestanovich, Stephen. "What has Moscow done?." *Foreign Affairs* 87, issue 6 (Nov-Dec 2008): 12-28.
- Shevtsova, Lilia. *Russia: Lost in Transition: The Yeltsin and Putin Legacies*, Washington DC: Carnegie Endowment for International Peace, 2007.

- Shleifer, Andrei, and Treisman, Daniel. *Without a Map: Political Tactics and Economic Reform in Russia*. Cambridge (MA): The MIT Press, 2000.
- Soguk, Nevzat,. *Globalization and Islamism*. Lanham (MD): Rowman & Littlefield Publishers, 2010.
- Souleimanov, Emil, and Jasutis, Grazvydas. *The dynamics of Kadyrov's regime: between autonomy and dependence*. *Caucasus Survey* 4, n. 2 (2012): 115-128.
- Souleimanov, Emil. "Russian Chechnya Policy: "Chechenization" Turning into "Kadyrovization"?" *Central Asia Caucasus Analyst* 8, n. 11 (May 31, 2006).
- Saulnier, Christiane. "La persécution des chrétiens et la théologie du pouvoir à Rome (I<sup>er</sup>-IV<sup>e</sup> s.)." *Revue des Sciences Religieuses* 58, n. 4 (1984): 251-279.
- Spivak, Gayatri C. *A Critique of Postcolonial Reason: Toward a History of the Vanishing Present*. Cambridge (MA): Harvard University Press, 1999.
- Stepanova, Ekaterina. "La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient?". *Politique étrangère* 2 (Summer 2016).
- Stern, Jessica. "Obama and Terrorism: Like it or not, the war goes on." *Foreign Affairs* 94, no. 5 (2015): 62-70.
- Tarock, Adam. "Russo-Iranian Relations in the Post-Soviet Era." *Diplomacy & Statecraft* 28, n. 3 (2017): 518-537.
- Taylor, D. Brian. *State building in Putin's Russia. Policing and Coercion after Communism*, Cambridge: Cambridge University Press, 2011.
- Tibi, Bassam. *Islam between Culture and Politics*. Palgrave Macmillan, 2005.
- Tibi, Bassam. *Islam's predicament with modernity: religious reform and cultural change*, London-New York: Routledge, 2009.
- Therme, Clément. *Les relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979*. Geneva: Graduate Institute Publications, 2012.
- Thomas Hegghammer, "The Rise of Muslim Foreign Fighters: Islam and the Globalization of Jihad." *International Security* 35, n. 3 (2010/11): 53-94.
- Tishkov, Valery. "The Russian World – Changing Meanings and Strategies." *Carnegie Papers* 95 (August 2008): 23-46.

Tsygankov, Andrei. *Russia's foreign policy: change and continuity in national identity*. New York-London: Rowman & Littlefield Publishers, 2016.

Tsygankov, Andrei. "Crafting State-Civilization: Vladimir Putin's Turn to Distinct Values." *Problems of Post-Communism* 63, n. 3 (2016): 146-158.

Tsygankov, Andrei. *The strong state in Russia: development and crisis*, New York: Oxford University Press, 2014.

Tsygankov, Andrei. "La Russie et le Moyen-Orient : Entre Islamisme et Occidentalisme". *Politique étrangère* (Printemps 2013/1): 79-91.

Tsygankov, Andrei. *Russia and the West from Alexander to Putin: honor in international relations*. New York: Cambridge University Press, 2012.

Tsygankov, Andrei. "National ideology and IR theory: Three incarnations of the "Russian idea". *European Journal of International Relations* 16, n. 4 (2010): 663-686.

Tsygankov, Andrei. "Self and Other in International Relations Theory: Learning from Russian Civilizational Debates." *International Studies Review* 10 (2008): 762-775.

Tsygankov, Andrei. *Russophobia: Anti-Russian Lobby and American Foreign Policy*. New York: Palgrave, 2009.

Tumanov Sergey, Gasparishvili Alexander, and Romanova Katerina. "Russia-EU Relations, or How the Russians Really View the EU". *Journal of Communist Studies and Transition Politics* 27, no.1 (March 2011): 120-141.

Turner, Colin. *Islam: The basics*. Abingdon-New York: Routledge, 2011.

Van Herpen, Marcel H.. *Putin's Wars. The Rise of Russia's New Imperialism*. Lanham-London: Rowman & Littlefield, 2015.

Vidino, Lorenzo. "How Chechnya became a breeding ground for terror." *Middle East quarterly* 12, n. 3 (Jul 2005): 57-66.

Vidino, Lorenzo. "The Arab Foreign Fighters and the Sacralization of the Chechen Conflict." *Al Nakhlah*. The Fletcher School Online Journal (Spring 2006).

Volpi, Frédéric, *Political Islam: A critical reader*. London : Routledge, 2011.

Ware, Kallistos. *How are We Saved?: The Understanding of Salvation in the Orthodox Tradition*. Minneapolis: Light & Life, 1996.

Ware, Timothy, *The Orthodox Church*: London-New York: Penguin Books, 1993.

Ware, Kallistos. *Dare We Hope: "That All Men Be Saved"?* with a Short Discourse on Hell. San Francisco: Ignatius Press, 1988.

Weinberg, Leonard, Pedahzur, Ami, and Hirsch-Hoefler, Sivan. "The Challenges of Conceptualizing Terrorism." *Terrorism and Political Violence* 16, n. 4 (2005): 777-794.

Whitmeyer, Kevin. "Religious outbidding in Chechnya." *Caucasus Survey* 3, no. 1 (2015): 25-40.

Wiktorowicz, Quintan. "Anatomy of the Salafi Movement," *Studies in Conflict and Terrorism* 29, n. 3 (2006): 207-239.

Wilson, Andrew. *Ukraine's Orange Revolution*. New Haven-London: Yale University Press, 2005.

Wilson, Andrew. *Ukraine Crisis: What It Means for the West*. New Haven-London: Yale University Press, 2014.

Yemeljanova, M. Galina. *Russia and Islam*, New York: Palgrave, 2002.

Zelkina, Anna. *In Quest of God and Freedom: The Sufi Response to the Russian Advance in the North Caucasus*. London: Hurst and Company, 2000.